

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 192**16 avril 1996****SOMMAIRE**

Actum S.A., Luxembourg	page 9205	L P A S.A., Luxembourg	9215
Amity Internationale S.A., Luxembourg	9216	Luxemburg Estates Company S.A., Luxembourg ..	9213
Antarc Finance S.A., Luxembourg	9203	Lys S.A., Luxembourg	9204
Arroyo S.A., Luxembourg	9212	Montmirail S.A., Luxembourg	9205
Balalaïka Holding S.A.H., Luxembourg	9209	Nederlands Handelsforum Luxembourg, A.s.b.l., Lu-	
Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A., Lu-		xembourg	9195
xembourg	9191, 9194	Oogmerk S.A., Luxembourg	9211
Berlin Consult, S.à r.l., Remich	9170, 9171	Palitana S.A., Luxembourg	9208
B.F.B., Bois et Forêts du Brabant S.A., Luxembg ..	9176	Parworld, Sicav, Luxembourg	9201
B.I.P. Berkley International Properties S.A., Luxem-		Pleimount Participations S.A., Luxembourg	9207
bourg	9210	Pondichery S.A., Luxembourg	9204
Bitex Internationale S.A., Luxembourg	9200	RG Lux-O-Rente Fund, Sicav, Luxembourg	9203
Carmar Holding S.A., Luxembourg	9210	Santhor International S.A., Luxembourg	9208
Carmody S.A. Holding, Luxembourg	9207	Selon S.A., Luxembourg	9209
Carrera Motors S.A., Sanem	9178	S.F.A.P. S.A., Luxembourg	9216
CIMR, Cabinet Immobilier Mussot et Rech, S.à r.l.,		Shipping Agency Luxembourg S.A., Luxembourg ..	9209
Steinsel	9175	Sinabe S.A., Luxembourg	9208
Colugest S.A., Luxembourg	9211	Singer S.A., Howald	9173
Colupa S.A., Luxembourg	9214	Sipar S.A., Luxembourg	9202
C.O.M.I.N.I., Commercial & Industrial Investment		SMH-Profilux I	9183
Company S.A., Luxembourg	9180	Société de Gestion du Rominvest International Fund	
Eagle Invest Holding S.A., Luxembourg	9210	S.A., Luxembourg	9173
EOI European & Overseas Investment S.A., Luxbg		Société du Madal (Luxembourg) S.A., Luxembourg	9214
..	9212	Socomex S.A., Luxembourg	9170
Eurasol S.A., Luxembourg	9215	Sodalux S.A., Mertert	9173
Financière de Gestion et de Participations S.A., Lu-		Sorano S.A., Luxembourg	9209
xembourg	9214	Staro S.A., Luxembourg	9201
Financière du Benelux S.A., Luxembourg	9206	Stolt Comex Seaway S.A., Luxembourg	9205
Fondation Sclérose en Plaques Luxembourg, Etabli-		Stolt-Nielsen S.A., Luxembourg	9202
ssement d'utilité publique, Luxembourg	9174	Syracuse S.A., Luxembourg	9172, 9173
Fongesca S.A., Luxembourg	9203	Tehold S.A., Luxembourg	9175
Fongesco S.A., Luxembourg	9204	Templeton Global Strategy, Sicav, Luxembourg ..	9201
GEF S.A., Luxembourg	9212	Tex Wool S.A., Luxembourg	9174
Gemilux, S.à r.l.	9195	VHK S.A., Luxembourg	9213
Gestcalco S.A., Luxembourg	9213	Vulcanus S.A., Luxembourg	9215
Griminvest S.A., Luxembourg	9211	Wellmann International, GmbH & Co KG, Luxem-	
Immobaux S.A., Luxembourg	9214	bourg	9197
Indushold S.A., Luxembourg	9203	White Knight I S.A., Luxembourg	9207
Isell S.A., Luxembourg	9206	White Knight II S.A., Luxembourg	9208
Italfortune International Fund, Sicav, Luxembourg		Ynadam S.A., Luxembourg	9171, 9172
Klar Investment International S.A., Luxembourg ..	9212	Zork S.A., Luxembourg	9205
Konya S.A., Luxembourg	9207		
Lion-Interaction, Sicav, Luxembourg	9210		

SOCOMEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 11.010.

Les comptes annuels au 31 mars 1993, tels qu'approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et enregistrés à Luxembourg, le 2 février 1996, vol. 476, fol. 15, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale a réélu comme administrateurs Messieurs G.E. Keralakis, Peter S. Stäger, Robert H. Lutz et Jacques Loesch et comme commissaire aux comptes KPMG PEAT MARWICK INTER-REVISION pour un terme expirant immédiatement après l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels au 31 mars 1994.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour SOCOMEX S.A.

Signature

(06053/267/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

**BERLIN-CONSULT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SOLUMA, Société à responsabilité limitée).**

Siège social: L-5551 Remich, 13, route de Luxembourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-six janvier.

Par-devant Maître Emile Schlessen, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Daniel Eischen, économiste, demeurant à Bridel;
- 2.- Monsieur Gérard Eischen, juriste, demeurant à Luxembourg;
- 3.- Monsieur Gregor Hilland, expert-comptable, demeurant à Berlin (Allemagne).

Lesquels comparants ont déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Monsieur Daniel Eischen et Monsieur Gérard Eischen, prénommés, agissant en leurs qualités de gérants de la société à responsabilité limitée SOLUMA, société à responsabilité limitée, société luxembourgeoise de management consulting, ayant son siège social à L-2430 Luxembourg, 9, rue Michel Rodange, constituée sous la dénomination SOLUMA, Société Luxembourgeoise de Matériel pour l'Agriculture, le Bâtiment et l'Industrie, suivant acte reçu par le notaire Joseph Kerschen, alors de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 4 mai 1976, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 155 du 28 juillet 1976, modifiée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit, de résidence à Mersch, en date du 9 avril 1982, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 169 du 21 juillet 1982, modifiée suivant acte reçu par le même notaire Lecuit, en date du 9 février 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 321 du 11 septembre 1990, modifiée suivant acte reçu par le notaire Emile Schlessen, de résidence à Luxembourg, en date du 11 mai 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 376 du 4 octobre 1994, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 13.772, au capital social de six cent mille (600.000,-) francs, représenté par six cents (600) parts sociales de mille (1.000,-) francs chacune, déclarent accepter au nom de la société, conformément à l'article 190 de la loi du 18 septembre 1933 concernant les sociétés à responsabilité limitée, respectivement à l'article 1690 du Code civil:

- a) la cession de deux cents (200) parts sociales, en date du 12 janvier 1996, par Monsieur Gérard Eischen, prénommé, à Monsieur Gregor Hilland, prénommé, au prix de deux cent mille (200.000,-) francs,
- b) la cession de deux cents (200) parts sociales, en date du 12 janvier 1996, par Monsieur Jacques Eischen, économiste, demeurant à Bertrange, à Monsieur Gregor Hilland, prénommé, au prix de deux cent mille (200.000,-) francs,
- c) la cession de deux cents (200) parts sociales, en date du 12 janvier 1996, par Monsieur Daniel Eischen, prénommé, à Monsieur Gregor Hilland, prénommé, au prix de deux cent mille (200.000,-) francs.

2. Monsieur Gregor Hilland, prénommé, est devenu unique propriétaire des six cents (600) parts sociales existantes.

3. Ensuite, l'associé unique, Monsieur Gregor Hilland, prénommé, décide de modifier l'article cinq des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à six cent mille (600.000,-) francs, divisé en six cents (600) parts sociales de mille (1.000,-) francs chacune, entièrement libérées.

Les six cents (600) parts sociales sont souscrites par l'associé unique, Monsieur Gregor Hilland, expert-comptable, demeurant à Berlin (Allemagne).

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil.

Une cession de part sociale à un tiers ne peut être effectuée que du consentement d'un ou de plusieurs associés représentant les trois quarts du capital social. Entre associés les parts sont librement cessibles.»

4. Ensuite, l'associé unique décide de changer la dénomination de la société en BERLIN-CONSULT, S.à r.l., société à responsabilité limitée, et de modifier en conséquence l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société prend la dénomination de BERLIN-CONSULT, S.à r.l., société à responsabilité limitée, société luxembourgeoise de management consulting.»

5. Ensuite, l'associé unique décide de transférer le siège social au 13, route de Luxembourg à L-5551 Remich, et de modifier en conséquence l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le siège social est établi à Remich.»

6. Comme suite à la démission des gérants, Monsieur Jacques Eischen, Monsieur Daniel Eischen et Monsieur Gérard Eischen, prénommés, déclarent démissionner de leurs fonctions de gérants de la société. L'associé unique déclare accepter ces démissions et accorder décharge aux gérants démissionnaires. Il décide de fixer le nombre des gérants à un.

Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Gregor Hilland, prénommé.

L'associé décide de modifier, en conséquence, l'article sept des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 7.** La société est administrée par Monsieur Gregor Hilland, prénommé, qui est nommé gérant par les présentes.

La société se trouve engagée à l'égard des tiers par sa seule signature.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Eischen, G. Eischen, G. Hilland, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 1996, vol. 89S, fol. 11, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 1996.

E. Schlessler.

(06056/227/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

**BERLIN-CONSULT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
Société luxembourgeoise de management-consulting.**

Siège social: L-5551 Remich, 13, route de Luxembourg.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 1996.

E. Schlessler.

(06057/227/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

**YNADAM S.A., Société Anonyme,
(anc. YNADAM HOLDING S.A., Société Anonyme).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 34.548.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix-neuf janvier.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme holding YNADAM HOLDING S.A., R.C. B N° 34.548, établie à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 juillet 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, N° 35 du 31 janvier 1991.

Les statuts de la société ont été modifiés par un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 17 décembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial C, N° 283 du 29 juin 1992.

La séance est ouverte à quinze heures sous la présidence de Monsieur Mathis Hengel, docteur en droit, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Mario Da Silva, employé prive, demeurant à Wintrange.

L'assemblée élit comme scrutateur, Madame Gerty Thomé-Marter, administrateur de sociétés, demeurant à Kayl.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau, que les six millions cinq cent quatre mille (6.504.000) actions d'une valeur nominale de cinq mille (5.000,-) lires italiennes chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-deux milliards cinq cent vingt millions (32.520.000.000,-) de lires italiennes, sont dûment représentées à la présente assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Décision de transformer la société de société holding type 1929 en société de participations financières (SOPARFI).

2. Modification afférente des articles 1 et 3 des statuts sociaux.

Après s'être reconnue régulièrement constituée, l'Assemblée a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris la résolution suivante à l'unanimité des voix:

Résolution

L'Assemblée Générale décide de transformer la société de société holding type 1929 en société de participations financières (SOPARFI) avec effet au 1^{er} janvier 1996.

En conséquence, les articles 1 et 3 des statuts sociaux sont modifiés pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Raison sociale.** Il existe une société anonyme dont la raison sociale est YNADAM S.A., société anonyme.»

«**Art. 3. Objet social.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière, et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société pour le présent acte sont estimés à environ trente mille (30.000,-) francs.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée est levée à quinze heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Hengel, M. Da Silva, G. Thomé-Marter, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 1996, vol. 89S, fol. 5, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 1996.

M. Elter.

Signée par Maître Marc Elter, en remplacement de Maître André Schwachtgen, momentanément absent.

(06032/230/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

**YNADAM S.A., Société Anonyme,
(anc. YNADAM HOLDING S.A., Société Anonyme).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 34.548.

Statuts coordonnés suivant l'acte du 19 janvier 1996, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 1996.

M. Elter.

Signée par Maître Marc Elter, en remplacement de Maître André Schwachtgen, momentanément absent.

(06033/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

SYRACUSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 33.803.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 8 février 1996, vol. 476, fol. 35, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour SYRACUSE S.A.

CREGELUX

Crédit Général du Luxembourg

Société Anonyme

Signature

Signature

(06059/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

SYRACUSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.803.

A la suite de l'assemblée générale statutaire du 15 juin 1995, le conseil d'administration se compose comme suit:
Monsieur Edward Bruin, maître en droit, Ehlangé;
Monsieur Roger Petry, employé privé, Luxembourg;
Monsieur Vincenzo Arno, maître en droit, Luxembourg.

Commissaire aux comptes

Monsieur Christian Agata, employé privé, Wecker.
Luxembourg, le 2 janvier 1996.

Pour SYRACUSE S.A.

CREGELUX

Crédit Général du Luxembourg

Société Anonyme

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 1996, vol. 476, fol. 35, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06060/029/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

SOCIETE DE GESTION DU ROMINVEST INTERNATIONAL FUND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 9.197.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration en date du 2 février 1996 que le mandat conféré à Monsieur Maurizio Betti, directeur adjoint de BANCA DI ROMA INTERNATIONAL et agent de la société, est révoqué avec effet immédiat, et que Monsieur Rémy Ménéguz, sous-directeur de BANCA DI ROMA INTERNATIONAL, le remplace à compter du 2 février 1996.

La liste des personnes pouvant engager la société par leur signature conjointe deux à deux, en plus des administrateurs de la société qui peuvent signer comme établi dans l'article 12 des statuts et de l'administrateur-délégué, Monsieur Paolo Mallardo, à qui est confirmé la signature individuelle, est la suivante:

- Monsieur Maurizio Marinucci;
- Monsieur Rémy Ménéguz;
- Monsieur Ersilio Silvestrucci;
- Monsieur Giovanni Vittore.

Cette liste annule et remplace toutes celles établies précédemment.

La société
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 1996, vol. 476, fol. 28, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06051/058/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

SINGER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 1996, vol. 476, fol. 11, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 1996.

Signature.

(06050/619/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

SODALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Mertert.

R. C. Luxembourg B 16.768.

Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 8 février 1996, vol. 476, fol. 38, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 1996.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS

Société Civile

Signature

(06054/592/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

TEX WOOL S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 26-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 49.154.

Après délibération, l'assemblée générale extraordinaire du 3 janvier 1996 accepte la démission de l'administratrice, Madame Lidia Parenti et décide de nommer membre du conseil d'administration:

Madame Maria Fernanda Mattei, administratrice de sociétés, demeurant à Vaiano, via buona Michelangelo N° 7.

Pour la société.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 1996, vol. 475, fol. 91, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06062/592/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

FONDATION SCLEROSE EN PLAQUES LUXEMBOURG,
Etablissement d'utilité publique.

Siège social: Luxembourg.

RAPPORT DE REVISION

Suivant le mandat donné par le conseil d'administration de la FONDATION SCLEROSE EN PLAQUES LUXEMBOURG, j'ai vérifié les comptes annuels de 1995 pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1995.

Mon contrôle a été effectué conformément aux normes de révision généralement admises et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés de contrôle que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, les comptes annuels ci-joints, clôturant avec un résultat positif de 39.904.037,- donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la FONDATION SCLEROSE EN PLAQUES LUXEMBOURG au 31 décembre 1995 et sont en conformité avec les dispositions légales et statutaires.

Luxembourg, le 17 janvier 1996.

V. Steichen
Réviseur d'entreprises

BILAN AU 31 DECEMBRE 1995

<i>Actif</i>	<i>1995</i>	<i>1994</i>	<i>Passif</i>	<i>1995</i>	<i>1994</i>
Avoirs en banque			Fonds social au début		
BCEE c/terme 1	61.836.756	48.585.973	de l'exercice	48.862.392	43.326.041
BCEE c/terme 2	26.776.058	—	Résultat de l'exercice	<u>39.904.037</u>	<u>5.536.351</u>
BCEE c/courant	3.909	4.310			
CCP	149.706	272.109	Fonds social à la fin		
.....	<u>88.766.429</u>	<u>48.862.392</u>	de l'exercice	<u>88.766.429</u>	<u>48.862.392</u>

COMPTES DE RECETTES ET DE DEPENSES

	<i>1995</i>	<i>1994</i>
Recettes		
Dons et legs, subsides et subvention		
Dons ordinaires	1.394.300	1.997.820
Dons décès, mariages	2.533.050	2.605.450
Dons Oeuvres Grande-Duchesse Charlotte	7.000.000	
Dons Fondation Prince Henri, Princesse Maria Teresa	1.200.000	
Subside Ministère de la Famille et de la Solidarité	26.000.000	
Intérêts et autres recettes		
Intérêts créditeurs	3.276.560	2.475.312
Autres recettes	54.966	0
Total des recettes	<u>41.458.876</u>	<u>7.078.582</u>
Dépenses		
Charge brute	1.886.436	
./. Subside de l'Etat	(461.197)	
Frais de personnel	1.425.239	1.412.380
Droit d'enregistrement	660	67.015
Voiture, etc.	39.319	49.268
Autres frais	53.165	13.568
Frais de bureau	36.456	0
Total des dépenses	<u>1.554.839</u>	<u>1.542.231</u>
Résultat de l'année	<u>39.904.037</u>	<u>5.536.351</u>

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 1996, vol. 476, fol. 33, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06072/999/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

TEHOLD S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 20.587.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 20 octobre 1994, les mandats des administrateurs, MM. Jean Bodoni, Guy Kettmann et Madame Romaine Lazzarin-Fautsch, ainsi que celui du commissaire aux comptes, Monsieur Guy Baumann, ont été renouvelés pour une durée de six ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2000.

Luxembourg, le 6 février 1996.

Pour TEHOLD S.A.
Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers G. Baumann

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 1996, vol. 47, fol. 34, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06061/006/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 1996.

CIMR, CABINET IMMOBILIER MUSSOT ET RECH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7333 Steinsel, 67, rue des Prés.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-deux janvier.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

Ont comparu:

1.- Monsieur Jean Marc Mussot, directeur commercial, demeurant à L-7370 Lorentzweiler, 5, rue St. Laurent.

2.- Monsieur Nico Rech, directeur commercial, demeurant à L-3487 Dudelange, 1, route de Hellange.

Lesquels comparants ont requis le notaire de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de CABINET IMMOBILIER MUSSOT ET RECH, S.à r.l., en abrégé CIMR, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Steinsel.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet le conseil, la négociation, l'entremise, l'achat et la vente et la mise en valeur de tous immeubles, ainsi que la conception, la promotion et la réalisation de tous projets immobiliers.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis à donner dans les six (6) premiers mois de l'exercice avec effet au 31 décembre par lettre recommandée à la poste à ses coassociés.

Le ou les associés auront le droit de préférence jusqu'à la fin de l'exercice sur le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les associés ne peuvent s'intéresser ni directement ni indirectement dans toute entreprise qui a le même objet ou un objet similaire.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année; par dérogation la première année sociale commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre 1996.

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,-), divisé en cent (100) parts sociales de cinq mille francs (5.000,-) chacune, réparties comme suit:

1.- Monsieur Jean Marc Mussot, prénommé, cinquante parts sociales 50

2.- Monsieur Nico Rech, prénommé, cinquante parts sociales 50

Total des parts: cent parts 100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de cinq cent mille francs (500.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire, qui le confirme.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'assemblée générale des associés qui désignent leurs pouvoirs.

Art. 8. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 9. Chaque année au 31 décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5 % (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restant à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social. Les pertes, s'il y a lieu, seront supportées dans la même proportion.

Art. 10. Le décès ou l'incapacité de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés. En cas de refus d'agrément les associés restants s'obligent à reprendre les parts à céder ou héritées.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement (25.000,-).

Assemblée générale

Et ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant tous comme valablement convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée Messieurs Jean Marc Mussot et Nico Rech, prénommés. Les gérants ont tous pouvoirs pour engager valablement la société par leur signature conjointe.
- Le siège social est établi à L-7333 Steinsel, 67, rue des Prés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentaire, le présent acte.

Signé: J.M. Mussot, N. Rech, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1996, vol. 88S, fol. 95, case 8. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 7 février 1996.

P. Decker.

(06076/206/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

B.F.B., BOIS ET FORETS DU BRABANT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le six février.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1.- GENERAL INVESTMENTS HOLDING S.A., avec siège social à L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve,

ici représentée par Monsieur Noël Didier, employé privé, demeurant à Hondelange (B), en vertu d'une procuration sous seing privé lui conférée.

2.- HORIZON HOLDING S.A., avec siège social à L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve,

ici représentée par Mademoiselle Sylvie Arpea, employée privée, demeurant à Audun-le-Tiche (F), en vertu d'une procuration sous seing privé lui conférée.

Les prédites procurations resteront, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme, qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de BOIS ET FORETS DU BRABANT S.A., en abrégé B.F.B.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet social la souscription, la prise de participation, le financement et l'intérêt financier, sous quelque forme que ce soit, dans toute société, société de participation, de tout consortium ou groupement d'entreprises, luxembourgeois ou étrangers, ainsi que la gestion des fonds mis à sa disposition, le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ses participations.

La société peut faire toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales et financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 3. Le capital social est fixé à six millions de francs luxembourgeois (6.000.000,-), représenté par six mille actions (6.000) d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de mai à 11.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jour francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1996.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra le troisième mercredi du mois de mai à 11.30 heures et pour la première fois en 1997.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. GENERAL INVESTMENTS HOLDING S.A., prénommée, cinq mille neuf cent quarante actions	5.940
2. HORIZON HOLDING S.A., prénommée, soixante actions	60
Total: six mille actions	6.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de six millions de francs luxembourgeois (6.000.000,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cent mille francs luxembourgeois (100.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
 2. Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Bernard Ewen, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Luxembourg;
 - b) Madame Denise Vervaet, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg; et
 - c) Madame Marianne Schleich, administrateur de sociétés, demeurant à Lannen.
 3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes: Monsieur Pierre Schill, réviseur d'entreprises, demeurant à Luxembourg.
 4. Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2002.
 5. Le siège social est fixé à L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
- Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, il ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.
Signé: N. Didier, S. Arpea, F. Kessler.
Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 février 1996, vol. 822, fol. 36, case 7. — Reçu 60.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 8 février 1996.

F. Kessler.

(06075/219/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

CARRERA MOTORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4985 Sanem, 4, rue du Verger.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-cinq janvier.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1.- La société de droit irlandais LUX TRADING SERVICES LIMITED, avec siège social à Dublin/Irlande, 48, Fitzwilliam Square, constituée et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Dublin/Irlande, sous le numéro 226.142, en date du 3 janvier 1995,

ici représentée par Monsieur Giovanni Brescia, employé privé, demeurant à Sprinkange, 25, route de Longwy, agissant en sa qualité d'administrateur de la prédite société, fonction à laquelle il a été nommé par l'assemblée générale extraordinaire de la prédite société, en date du 12 janvier 1995 et déclarant, sous sa seule responsabilité, pouvoir régulièrement représenter et engager la prédite société en toutes circonstances, sous sa seule signature.

2.- La société de droit irlandais EVERFIRST TRADING LIMITED, avec siège social à Dublin/Irlande, 48, Fitzwilliam Square, constituée et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Dublin/Irlande, sous le numéro 225.300, en date du 2 décembre 1994,

ici représentée par Monsieur Giovanni Brescia, employé privé, demeurant à Sprinkange, 25, route de Longwy, agissant en sa qualité d'administrateur de la prédite société, fonction à laquelle il a été nommé par l'assemblée générale extraordinaire de la prédite société, en date du 3 janvier 1995 et déclarant, sous sa seule responsabilité, pouvoir régulièrement représenter et engager la prédite société en toutes circonstances, sous sa seule signature.

Lesquels comparants, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de CARRERA MOTORS S.A.

Le siège social est établi à Sanem.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du conseil d'administration.

La durée de la société est illimitée.

La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'achat et la vente de voitures neuves ou d'occasion ainsi que de toutes pièces détachées et la location de voitures, avec ou sans chauffeur.

Elle peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million trois cent cinquante mille francs (1.350.000,-), divisé en cent huit actions (108) de douze mille cinq cents francs (12.500,-) chacune.

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- La société de droit irlandais LUX TRADING SERVICES LIMITED, prédite, cent actions	100
2.- La société de droit irlandais EVERFIRST TRADING LIMITED, prédite, huit actions	8

Total: cent huit actions	108
------------------------------------	-----

Toutes les actions ont été intégralement souscrites et libérées, comme suit:

- par un apport en espèces de cent mille francs (100.000,-), de sorte que la somme de cent mille francs (100.000,-), est à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément, et
- par un apport en nature d'un véhicule automobile de marque Mercedes immatriculée, d'une valeur d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-).

Lequel apport en nature a été certifié par la FIDUCIAIRE EPIS S.A., avec siège social à Luxembourg, dans une attestation d'apport dressée par celle-ci, laquelle attestation d'apport restera annexée au présent acte, avec lequel elle formera un tout indivisible.

Le prédit apport en nature est à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou aux porteurs.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi du 24 avril 1983 modifiant la loi de 1915.

Tout actionnaire désirant vendre ou céder des actions à un tiers non-actionnaire devra préalablement avertir par avis écrit le conseil d'administration de son intention de vendre ou de céder ses actions et le conseil devra en avertir les autres actionnaires.

Les autres actionnaires auront un droit préférentiel d'opter pour l'achat de la totalité des actions en question en proportion des actions qu'ils détiennent dans un délai de trente (30) jours après la date de l'offre. La vente ou la cession d'actions entre actionnaires est libre. Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une fois ou par plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts. La constatation d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'assemblée générale au conseil d'administration.

L'assemblée générale appelée à délibérer soit sur l'augmentation de capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32-1 nouveau de la loi sur les sociétés commerciales, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants ou autoriser le conseil à faire, sous les conditions définies à l'article 32-3(5), deuxième alinéa de la même loi, cette augmentation de capital.

Art. 5. La société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins, actionnaires ou non.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale, les administrateurs et le commissaire aux comptes, ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs, peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme ou télex.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix, en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer toute partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commence aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre 1996.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, selon les jour et heure qui seront déterminés par le conseil d'administration, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations et pour la première fois en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours avant la date fixée pour la réunion, tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne un droit à une voix, sauf des restrictions imposées par la loi.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 24 avril 1983 et avec l'approbation du commissaire aux comptes de la société, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de soixante mille francs (60.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Jean Louis Gregorius, employé privé, demeurant à L-8821 Koetschette, 6, rue d'Arsdorf;

b) la société de droit irlandais EVERFIRST TRADING LIMITED, prédite, représentée par Monsieur Giovanni Brescia, prédit, et

c) Madame Carole Muller, sans état, demeurant à L-4985 Sanem, 4, rue du Verger.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle en l'an 2001.

3.- Est appelé à la fonction d'administrateur-délégué:

Monsieur Jean Louis Gregorius, prédit.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle en l'an 2001.

4.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société FIDUCIAIRE EPIS S.A., avec siège à L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle en l'an 2001.

5.- La société se trouve valablement engagée en toutes circonstances, par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un administrateur.

6.- L'adresse du siège social de la société est établi à L-4985 Sanem, 4, rue du Verger.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Brescia, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} février 1996, vol. 822, fol. 32, case 6. – Reçu 13.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 9 février 1996.

N. Muller.

(06079/224/150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

C.O.M.I.N.I., COMMERCIAL & INDUSTRIAL INVESTMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 1, rue Glesener.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Differdange.

Ont comparu:

1.- Madame Christiane Delbaue, sans état particulier, demeurant à Bruxelles, Belgique;

2.- Monsieur Jean-François Drappier, administrateur de sociétés, demeurant à Nivelles, Belgique;

3.- Monsieur Christian Drappier, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Belgique.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de COMMERCIAL & INDUSTRIAL INVESTMENT COMPANY S.A., en abrégé C.O.M.I.N.I. S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et valeurs mobilières, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires.

La société pourra enfin, tant au Luxembourg, qu'à l'étranger, réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille francs luxembourgeois (LUF 2.500.000,-), représenté par cinquante (50) actions d'une valeur nominale de cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 50.000,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, aux choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une fois ou par plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts. La constatation d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'assemblée générale au conseil d'administration.

L'assemblée générale appelée à délibérer, soit sur l'augmentation de capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32-1 nouveau de la loi sur les sociétés commerciales, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants ou autoriser le conseil à le faire sous les conditions définies à l'article 32-3(5), deuxième alinéa de la même loi.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, et actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée.

Art. 7. La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter la société valablement dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 8. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par tous action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la société, sauf le cas où dans pareils action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommé(s) pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 30 juin à 15.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la société a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 15. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) Madame Christiane Delbauve, prénommée, quarante-huit actions	48
2) Monsieur Jean-François Drappier, prénommé, une action	1
3) Monsieur Christian Drappier, prénommé, une action	1
Total: cinquante actions	50

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux millions cinq cent mille francs luxembourgeois (LUF 2.500.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt mille francs luxembourgeois (LUF 80.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Madame Christiane Delbauve, prénommée;

b) Monsieur Jean-François Drappier, prénommé;

c) Monsieur Christian Drappier, prénommé.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

FIDUCIAIRE MYSON, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 1, rue Glesener.

4) Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mil un.

5) Le siège social de la société est fixé à L-1631 Luxembourg, 1, rue Glesener.

Dont acte, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: C. Delbauve, J.-F. Drappier, C. Drappier, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 janvier 1996, vol. 821, fol. 13, case 4. – Reçu 25.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, pour servir à des fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 5 février 1996.

A. Biel.

(06080/203/148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

SMH-PROFILUX I.**VERWALTUNGSREGLEMENT**

Art. 1. SMH-PROFILUX I. Der SMH-PROFILUX I («Fonds») ist ein Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, der als rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen») besteht und unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds wird von der SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST INVESTMENT LUXEMBURG S.A. («Verwaltungsgesellschaft») in eigenem Namen und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilshaber verwaltet. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die Fondsanteile («Anteile») lauten auf den Inhaber.

3. Das Fondsvermögen wird von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt verwaltet.

4. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilshaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt.

5. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements sowie Änderungen desselben werden beim Handels- und Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht Luxemburg hinterlegt und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht.

Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen gemäß Artikel 16 Ziffer 2 des Verwaltungsreglements veranlassen.

6. Durch den Erwerb eines Anteils erkennt der Anteilshaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. 1. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet das Fondsvermögen - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - in eigenem Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilshaber.

2. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds ein Entgelt von bis zu 1 % p.a. zu erhalten, das an jedem Bewertungstag auf das Netto-Fondsvermögen zu berechnen und vierteljährlich auszuzahlen ist.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen sowie auf eigene Kosten und unter eigener Verantwortung Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuß beraten lassen.

Art. 3. Die Depotbank. 1. Die Bestellung der Depotbank erfolgt durch die Verwaltungsgesellschaft.

Die SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST & CO., Luxemburg, eine Niederlassung von SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST & CO., Hamburg, wurde als Depotbank bestellt. Sie ist ermächtigt, sämtliche Bankgeschäfte in Luxemburg zu betreiben.

2. Die Depotbank ist berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Falle ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen, andernfalls die Kündigung der Depotbankbestellung notwendigerweise die Auflösung des Fonds zur Folge hat; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilshaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ebenfalls berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. Eine derartige Kündigung hat notwendigerweise die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 16 des Verwaltungsreglements zur Folge, sofern die Verwaltungsgesellschaft nicht zuvor eine andere Bank mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde zur Depotbank bestellt hat, welche die gesetzlichen Funktionen der vorherigen Depotbank übernimmt.

3. Alle gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilshaber in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf.

Die Anlage von Mitteln des Fondsvermögens in Barguthaben bei anderen Kreditinstituten gemäß Artikel 4 Ziffer 1 Satz 5 des Verwaltungsreglements sowie Verfügungen über diese Barguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Barguthaben zu überwachen.

Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit dem Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten des Fonds beauftragen, sofern diese Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte an einer ausländischen Börse oder an einem anderen im Ausland befindlichen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, notiert oder gehandelt werden oder nur im Ausland lieferbar sind.

4. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilshaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem geltenden Recht. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäß Artikel 6 des Verwaltungsreglements übertragen;

- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den Fonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse beim Abschluß von Terminkontrakten leisten;
- Wertpapiere sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen und Wertpapiere im Rahmen von Wertpapierleihgeschäften liefern;
- den Rücknahmepreis gemäß Artikel 10 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteile auszahlen.

5. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, daß:

- a. alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf den gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Kaufpreis aus dem Verkauf von Vermögenswerten, anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien und Entgelte für Wertpapierleihgeschäfte sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher eventueller Ausgabesteuern unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;
- b. der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des Fonds vorgenommen werden, den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgen;
- c. die Berechnung des Inventarwertes, den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;
- d. bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;
- e. die Erträge aus dem Fondsvermögen gemäß dem Verwaltungsreglement verwendet werden;
- f. börsennotierte Wertpapiere höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden; sie dürfen abweichend davon zum vereinbarten Basispreis erworben oder verkauft werden, wenn dies in Ausübung eines einem Dritten eingeräumten Wertpapieroptionsrechts geschieht;
- g. nicht an einer Börse notierte Wertpapiere, verbriefte Rechte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 8 des Verwaltungsreglements angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;
- h. die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Finanzterminkontrakten eingehalten werden.

6. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die im Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 11 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, in eigenem Namen:

- Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter dem ersten Gedankenstrich getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilsinhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, in eigenem Namen Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geldentmachung dieser Ansprüche durch die Anteilsinhaber nicht aus.

8. Die Depotbank hat gegen das Fondsvermögen Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare, welche folgende Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

- ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank in Höhe von bis zu 0,25 % p.a., das an jedem Bewertungstag auf das Netto-Fondsvermögen zu berechnen und vierteljährlich auszuzahlen ist.

Bearbeitungsgebühren für Wertpapiertransaktionen für Rechnung des Fonds in Höhe der in Luxemburg banküblichen Gebühren.

Art. 4. Anlagepolitik, Anlagebeschränkungen.

1. Anlagepolitik

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagepolitik des Fonds und kann dabei von einem oder mehreren Anlageberatern unterstützt werden.

Hauptziel der Anlagepolitik des Fonds ist die Erwirtschaftung einer angemessenen Rendite mittels Investitionen in Unternehmen, welche eine aussichtsreiche Wachstumsrate bei angemessener Ertragskraft, solider Finanzstruktur und erfolgreichem Management aufweisen.

Zu diesem Zweck ist beabsichtigt, das Fondsvermögen unter Einhaltung der im Verwaltungsreglement niedergelegten Richtlinien und Beschränkungen der Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Aktien und Genußscheinen, zu einem geringen Teil in Wandel- und Optionsanleihen mit Optionsscheinen auf Wertpapiere und Indices sowie in Optionsscheinen auf Wertpapiere und Indices, sowie in sonstigen zulässigen Vermögenswerten anzulegen. Daneben kann das Fondsvermögen in flüssigen Mitteln gehalten werden.

Die Vermögenswerte des Fondsvermögens werden vorwiegend auf Währungen von Mitgliedstaaten der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung («OECD») lauten.

2. Anlagebeschränkungen

Das Fondsvermögen muß überwiegend bestehen aus voll eingezahlten Aktien oder Genußscheinen, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen

Wirtschaftsraum an einer Börse zum amtlichen Handel zugelassen oder in einen geregelten Markt, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, einbezogen sind.

3. Die Gesellschaft darf daneben Wertpapiere in- und ausländischer Aussteller erwerben, wenn:

3.1. sie an einer der im Anhang I und II aufgeführten Börsen zum amtlichen Handel zugelassen oder in einen der im Anhang III aufgeführten geregelten Märkte einbezogen sind;

3.2. ihre Zulassung an einer der genannten Börsen zum amtlichen Handel oder ihre Einbeziehung in einen der vorgeannten geregelten Märkte nach den Ausgabebedingungen beantragt ist und die Zulassung oder Einbeziehung innerhalb eines Jahres nach ihrer Ausgabe erfolgt.

4. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds:

4.1. bis zu 10 % des Netto-Fondsvermögens in anderen Wertpapieren als solchen, die in 2.1 und 2.2 aufgezählt sind, anlegen;

4.2. bis zu 10 % des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten, welche ihren Merkmalen nach (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräußerbarkeit und periodische Bewertbarkeit) Wertpapieren gleichgestellt werden können, anlegen;

In den unter 4.1 und 4.2. genannten Werten dürfen jedoch zusammen höchstens 10 % des Netto-Fondsvermögens angelegt werden;

4.3. sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht;

4.4. neben den Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten flüssige Mittel bis zu einem Anteil von 49 % des Netto-Fondsvermögens in einer normal frei konvertiblen Währung halten oder als Festgelder bei Banken anlegen. Regelmäßig gehandelte Geldmarktpapiere mit einer Restlaufzeit von bis zu 12 Monaten werden zu diesem Zweck als flüssige Mittel angesehen;

4.5. Im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken nutzen.

4.6. bis zu 5 % des Netto-Fondsvermögens in Anteilen anderer OGAW im Sinne der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) investieren; Anteile an OGAW, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch gemeinsame Verwaltung, direkte oder indirekte wesentliche Teilhaberschaft oder Kontrolle verbunden ist, verwaltet werden, können nur erworben werden, sofern die OGAW ihre Anlagepolitik auf spezifisch wirtschaftliche oder geographische Bereiche konzentrieren. Die Verwaltungsgesellschaft wird keine Kosten für Anlagen berechnen, die in derart verbundenen OGAW erfolgen.

5. Dagegen darf die Verwaltungsgesellschaft nicht:

5.1 in Wertpapieren ein und desselben Emittenten über die nachfolgenden Grenzen des Netto-Fondsvermögens hinaus anlegen:

a. 10 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren ein und desselben Emittenten, wobei der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren jeweils mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 40 % des Wertes des Netto-Fondsvermögens des betreffenden Fonds nicht übersteigen darf;

b. die unter a. angegebene Grenze von 10 % wird auf 25 % angehoben werden bezüglich der Schuldverschreibungen, die von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, welches seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (ein «EU-Mitgliedstaat») hat und einer gesetzlichen, die Schuldverschreibungsinhaber besonders schützenden öffentlichen Aufsicht unterliegt. Insbesondere müssen die aus dieser Emission stammenden Beträge entsprechend dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Wertpapiere die sich daraus ergebenden Verpflichtungen decken und die im Konkursfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung des Kapitals und zur Zahlung der aufgelaufenen Zinsen verwendet werden. Jedoch darf der Gesamtwert der Schuldverschreibungen solcher Emittenten, in deren Schuldverschreibungen mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 80 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen;

c. die unter a. angegebene Grenze von 10 % wird auf 35 % angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (ein «OECD-Mitgliedstaat») oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden;

d. die unter b. und c. genannten Wertpapiere werden für die Berechnung der unter a. angegebenen 40 %-Grenze nicht in Betracht gezogen;

e. die unter a., b. und c. vorgesehenen Grenzen dürfen nicht kumuliert werden, folglich dürfen die entsprechend 5.1. durchgeführten Anlagen in Wertpapieren ein und desselben Emittenten insgesamt 35 % des Netto-Fondsvermögens des Fonds nicht überschreiten.

f. die Verwaltungsgesellschaft kann ermächtigt werden, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

5.2. Die Verwaltungsgesellschaft kann während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach der Zulassung des Fonds von den unter 5.1. a. bis 5.1. d. vorgesehenen Grenzen unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung abweichen.

5.3. Ferner darf die Verwaltungsgesellschaft nicht:

- a. Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, für den Fonds einen nennenswerten Einfluß auf die Geschäftsführung des Emittenten auszuüben;
 - b. mehr als 10 % der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten erwerben;
 - c. mehr als 10 % der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten erwerben;
 - d. mehr als 10 % der Anteile eines Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») erwerben;
 - e. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
 - f. Kredite aufnehmen, es sei denn, für kurze Zeit bis zur Höhe von 10 % des Netto-Fondsvermögens;
 - g. irgendwelche Vermögenswerte verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, es sei denn im Rahmen von Kreditaufnahmen gemäß f.; usancegemäße Einschüsse bei Options- und ähnlichen Geschäften bleiben hiervon unberührt;
 - h. Waren oder Warenkontrakte erwerben oder verkaufen;
 - i. Edelmetalle oder Edelmetallzertifikate erwerben;
 - j. in Immobilien anlegen;
 - k. Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen;
- 5.4. Die unter 5.3. c. und 5.3. d. vorgesehene Grenze braucht beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen oder der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen läßt.

5.5. Die unter 5.3. a. bis 5.3. d. angeführten Grenzen sind nicht anzuwenden auf:

- a. Wertpapiere, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden, die von einem anderen OECD-Mitgliedstaat begeben oder garantiert werden, oder die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört;
- b. Aktien, die die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates außerhalb der EU besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Die Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, daß die Gesellschaft des Staates außerhalb der EU in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 4 Absätze 5.1. a. bis 5.1. f. und 5.3. a bis 5.3.d festgelegten Grenzen beachtet. Bei Überschreitung der in Artikel 4 Absatz 5.1. a bis 5.1. f. vorgesehenen Grenzen findet Artikel 46 des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen sinngemäß Anwendung.

6. Techniken und Instrumente, die Wertpapiere zum Gegenstand haben.

Die Verwaltungsgesellschaft darf sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds folgender Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht:

6.1. Optionsgeschäfte

Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert zu einem festgelegten Kurs oder Preis innerhalb eines festgelegten Zeitraums in der Zukunft zu kaufen oder zu verkaufen. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Kauf- oder Verkaufsoptionen auf Wertpapiere, Indices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente erwerben und verkaufen, sofern diese Optionen entweder auf einem geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist («Geregelter Markt») oder vorausgesetzt, daß in dem Falle, in dem solche Optionen freihändig gehandelt werden («over-the-counter» oder «OTC-Optionen»), die entsprechenden Vertragspartner des Fonds erstklassige, auf derartige Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

Im Sinne dieses Absatzes gelten für Optionsscheine auf Indices dieselben Anlagerichtlinien und Anlagebeschränkungen wie für Optionen.

Die Verwaltungsgesellschaft muß für den Fonds folgende Richtlinien einhalten:

(a) Der Gesamtbetrag der beim Erwerb von Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlten Optionsprämien sowie der in Absatz 6.2.2. unten aufgeführten Optionsprämien auf Finanzinstrumente darf grundsätzlich 15 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

(b) Die gesamten Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen (mit Ausnahme des Verkaufs von Kaufoptionen, für die eine angemessene Deckung vorhanden ist) sowie die gesamten Verpflichtungen aus den in Absatz 6.2.2. unten aufgeführten Transaktionen dürfen zu keiner Zeit das Netto-Fondsvermögen überschreiten. In diesem Zusammenhang entsprechen die eingegangenen Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen dem Gesamtbetrag der bei Ausübung dieser Optionen geltenden Preise.

(c) Wenn die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Kaufoptionen verkauft, muß sie zum Zeitpunkt des Verkaufs die zugrundeliegenden Wertpapiere, gleichwertige Kaufoptionen oder andere Instrumente (z.B. Optionsscheine) als ausreichende Deckung im Bestand haben. Die Deckung für veräußerte Kaufoptionen kann während der Laufzeit der Option nicht veräußert werden, es sei denn, es ist eine gleichwertige Deckung in Form von Optionen oder anderen Instrumenten vorhanden, die demselben Zweck dienen. Unbeschadet vorstehender Regelung kann die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds nicht gedeckte Kaufoptionen verkaufen, wenn sie jederzeit in der Lage ist, eine entsprechende Deckung für die übernommenen Verkaufspositionen bereitzustellen, und wenn die Ausübungspreise dieser Optionen 25 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

(d) Wenn die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Verkaufsoptionen verkauft, muß sie während der gesamten Laufzeit der Optionen eine angemessene Deckung in der Form von ausreichenden Barmitteln bereithalten, um die Zahlung für die Wertpapiere, die dem Fonds von der Gegenpartei bei Ausübung der Optionen zu liefern sind, gewährleisten zu können.

6.2. Finanztermingeschäfte

Unter Finanztermingeschäften versteht man in diesem Zusammenhang den Handel mit Kontrakten auf den zukünftigen Wert von Wertpapieren, Indices, Zinsen, Devisen oder anderen Finanzinstrumenten. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Indices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden. Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Die Verwaltungsgesellschaft kann Finanzterminkontrakte auf den zukünftigen Wert von Wertpapieren, Indices oder Zinsen auch zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

6.2.1. Sicherungsgeschäfte («hedging»)

Unter «hedging» versteht man die Absicherung einer bekannten, in der Zukunft liegenden Verpflichtung.

(a) Als globale Absicherung gegen das Risiko ungünstiger Marktentwicklungen können für den Fonds Terminkontrakte auf Börsenindices verkauft werden. Zum gleichen Zweck können für den Fonds Kaufoptionen auf Börsenindices verkauft und Verkaufsoptionen auf Börsenindices gekauft werden. Das Ziel dieser Sicherungsgeschäfte gründet auf der Annahme, daß zwischen der Zusammensetzung des jeweils verwendeten Index und den für den Fonds jeweils verwalteten Wertpapierbeständen ein hinreichender Zusammenhang besteht.

Die Gesamtverpflichtungen aus Terminkontrakten und Optionen auf Börsenindices dürfen den Börsenwert der Wertpapiere nicht überschreiten, die für den Fonds auf dem diesem Index entsprechenden Markt gehalten werden.

(b) Als globale Absicherung gegen Risiken aus Zinsschwankungen können für den Fonds Terminkontrakte auf Zinssätze verkauft werden. Mit dem gleichen Ziel können für den Fonds Kaufoptionen auf Zinssätze verkauft und Verkaufsoptionen auf Zinssätze gekauft werden. Darüber hinaus können im Rahmen freihändiger Geschäfte mit dem gleichen Zweck Zinstauschgeschäfte (Zins-Swaps) und Zinssicherungsvereinbarungen (forward rate agreements) getätigt werden, vorausgesetzt, daß derartige Geschäfte mit Finanzinstituten erstklassiger Bonität getätigt werden, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben.

Die Gesamtverpflichtungen aus Finanzterminkontrakten, Optionskontrakten, forward rate agreements und Zins-Swaps dürfen den Gesamtwert der zu sichernden Vermögenswerte des Fonds in der Währung dieser Kontrakte nicht überschreiten.

6.2.2. Anlagepositionen

Anlagepositionen basieren auf den prognostizierten zukünftigen Entwicklungen auf den Finanzmärkten. In diesem Zusammenhang und mit Ausnahme von Optionskontrakten auf Wertpapiere (vgl. dazu Absatz 6.1.) sowie Devisenterminkontrakten können für den Fonds, zu Zwecken, die außerhalb von Sicherungsgeschäften liegen, Termin- und Optionskontrakte auf alle Finanzinstrumente gekauft und verkauft werden, sofern die gesamten Verpflichtungen aus diesen Käufen und Verkäufen einschließlich der gesamten Verpflichtungen aus der Veräußerung von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere und Börsenindices zu keiner Zeit das Netto-Fondsvermögen überschreiten.

Verkäufe von Kaufoptionen auf Wertpapiere, für die eine angemessene Deckung vorhanden ist, sind in die Berechnung der vorgenannten Gesamtverpflichtungen nicht einbezogen.

In diesem Zusammenhang gilt für die Verpflichtungen aus Transaktionen, die nicht im Zusammenhang mit Optionen auf Wertpapiere stehen, folgende Definition:

- die Verpflichtungen aus Terminkontrakten entsprechen dem Liquidationswert der Nettoposition von Kontrakten im Zusammenhang mit identischen Finanzinstrumenten (nach Saldierung der Kauf- und Verkaufspositionen), und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine, und

- die Verpflichtungen im Zusammenhang mit gekauften und verkauften Optionen entsprechen der Summe der bei Ausübung dieser Optionen geltenden Preise entsprechend der Netto-Verkaufsposition im Zusammenhang mit demselben zugrundeliegenden Vermögenswert, und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine.

Der Gesamtbetrag der beim Erwerb von Kauf- und Verkaufsoptionen gemäß vorstehenden Richtlinien gezahlten Optionsprämien einschließlich des Gesamtbetrages der für den Kauf von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere nach Maßgabe der Richtlinien unter Absatz 6.1. gezahlten Optionsprämien darf 15 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

6.3. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50 % der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50 % des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder supranationalen Organismen begeben oder garantiert und zugunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CEDEL, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

6.4. Pensionsgeschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für den Fonds von Zeit zu Zeit an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Verkäufer das Recht oder die Pflicht

einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem bestimmten Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluß vereinbart wurden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

(a) Wertpapiere dürfen im Rahmen eines Pensionsgeschäftes nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erstklassiger Bonität handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

(b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäftes dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muß zusätzlich sichergestellt werden, daß der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, daß die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Anteilen des Fonds jederzeit nachkommen kann.

6.5. Absicherung von Währungsrisiken

Um die gegenwärtigen und zukünftigen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des Fonds gegen Währungsschwankungen abzusichern, kann die Verwaltungsgesellschaft Devisenterminkontrakte kaufen oder verkaufen, sofern diese Devisenterminkontrakte an einem geregelten Markt gehandelt werden. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Währungsoptionen kaufen oder verkaufen, die entweder an einem geregelten Markt gehandelt werden oder als OTC-Optionen im Sinne von Absatz 6.1. dieses Verwaltungsreglements gelten, sofern im letzteren Falle die entsprechenden Vertragspartner des Fonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind, die von international anerkannten Ratingagenturen mit einem hervorragenden Rating bewertet werden.

Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen von freihändigen Vereinbarungen mit Finanzinstituten erstklassiger Bonität, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben, Devisen auf Termin kaufen bzw. verkaufen oder Devisen-Swap-Geschäfte tätigen.

Das mit den vorgenannten Geschäften angestrebte Ziel der Deckung setzt das Bestehen eines direkten Zusammenhangs zwischen der beabsichtigten Transaktion und den zu sichernden Vermögenswerten und Verbindlichkeiten voraus und impliziert, daß Transaktionen in einer bestimmten Währung den Gesamtwert dieser Vermögenswerte und Verbindlichkeiten prinzipiell nicht überschreiten und im Hinblick auf ihre Laufzeit den Zeitraum nicht überschreiten dürfen, für den die jeweiligen Vermögenswerte gehalten oder voraussichtlich erworben werden bzw. für den die jeweiligen Verbindlichkeiten eingegangen wurden oder voraussichtlich eingegangen werden.

7. Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Verfügungen treffen und mit Einverständnis der Depotbank Änderungen der Anlagebeschränkungen und anderer Teile des Verwaltungsreglements vornehmen sowie weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, wo Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

Art. 5. Anteilzertifikate und Anteilsbestätigungen. Die Verwaltungsgesellschaft stellt Anteilzertifikate, die auf den Inhaber lauten, mit den zugehörigen Ertragsscheinen über jede von der Verwaltungsgesellschaft bestimmte Anzahl von Anteilen des Fonds, aus. Jedes Anteilzertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Es kann auf Wunsch eines Anteilserwerbers, anstelle eines Anteilzertifikates, eine Anteilsbestätigung über die erworbenen Anteile ausgestellt werden.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen. 1. Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich Artikel 7 des Verwaltungsreglements durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile erwerben.

2. Alle ausgegebenen Anteile haben gleiche Rechte.

3. Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 Absatz 1 definiert) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis dieses Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 12.00 Uhr eingehen, werden zum Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und durch die Übersendung von Anteilsbestätigungen bzw. - auf besonderen Wunsch - durch die Übergabe von Anteilzertifikaten gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen. Entsprechendes gilt für Anteilsbestätigungen.

4. Der Anteilszeichner hat als Preis einen Betrag (den «Ausgabepreis») zu zahlen, der dem Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages, zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 5 % auf den Inventarwert pro Anteil entspricht. Der Ausgabepreis ist in Deutscher Mark innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

Art. 7. Beschränkungen der Ausgabe und Zwangsrückkauf von Anteilen. 1. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann:

a. aus eigenem Ermessen jederzeit einen Zeichnungsantrag auf Erwerb von Anteilen zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilsinhaber oder zum Schutz des Fonds, im Interesse der Anlagepolitik des Fonds oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele des Fonds erforderlich erscheint;

b. jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzukaufen, die von Anteilsinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Art. 8. Berechnung des Inventarwertes. 1. Fondswährung ist die Deutsche Mark. Der Wert eines Anteils («Inventarwert») wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten am 15. jeden Monats und zum Monatsultimo («Bewertungstag»), vorausgesetzt, daß diese Tage sowohl in Luxemburg als auch in Frankfurt am Main Bankarbeitstage sind, berechnet. Fällt ein Bewertungstag auf einen Tag, der entweder in Luxemburg oder in Frankfurt am Main kein Bankarbeitstag ist, so wird die Bewertung am vorhergehenden Tag, der an beiden Orten zugleich Bankarbeitstag ist, vorgenommen. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Wertes des Netto-Fondsvermögens (Fondsvermögen abzüglich Verbindlichkeiten) durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile.

2. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a. Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Börsennotiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden ebenso wie alle anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt. Dies gilt auch für die unter a. und b. aufgeführten Wertpapiere, falls deren jeweilige Kurse nicht marktgerecht sind.

d. Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e. Die auf Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

f. Alle auf eine andere Währung als Deutsche Mark lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in Deutsche Mark umgerechnet.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann, nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank, bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den Barguthaben und zulässigen Kreditaufnahmen befriedigt werden können, den Inventarwert pro Anteil bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Tages zugrundelegt, an dem sie für den Fonds die Vermögenswerte tatsächlich verkaufen, die je nach Lage verkauft werden müssen.

Art. 9. Einstellung der Berechnung des Inventarwertes sowie der Rücknahme von Anteilen. 1. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen:

a. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter, anerkannter, dem Publikum offener und ordnungsgemäß funktionierender Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Marktausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte des Fonds nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung beziehungsweise Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung beziehungsweise der Rücknahme unverzüglich in einer Tageszeitung der Länder veröffentlichen, in denen die Anteile öffentlich vertrieben werden, sowie allen Anteilsinhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 10. Rücknahme von Anteilen. 1. Die Anteilsinhaber sind berechtigt, an jedem Bewertungstag die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) eingegangen sind, werden zum Inventarwert (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) dieses Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 12.00 Uhr eingehen, werden zum Inventarwert des nächsten Bewertungstages abgerechnet.

2. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich, spätestens jedoch zwei Bankarbeitstage in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag gegen Übertragung der entsprechenden Anteile. Der Rücknahmepreis wird in Deutscher Mark vergütet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank, umfangreiche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

4. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen von Artikel 8 Absatz 3 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Rücknahmepreis. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, daß das Fondsvermögen ausreichende Barguthaben umfaßt, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilsinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten oder einschränken.

Art. 11. Kosten des Fonds. 1. Dem Fondsvermögen können folgende Kosten belastet werden:

- a. alle Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Erträge und Aufwendungen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
 - b. ein Entgelt für die Verwaltungsgesellschaft aus dem Netto-Fondsvermögen in Höhe von bis zu 1 % p.a., das an jedem Bewertungstag auf das Netto-Fondsvermögen zu berechnen und vierteljährlich auszuzahlen ist;
 - c. ein Entgelt für die Depotbank aus dem Netto-Fondsvermögen in Höhe von bis zu 0,25 % p.a., das an jedem Bewertungstag auf das Netto-Fondsvermögen zu berechnen und vierteljährlich auszuzahlen ist.
 - d. Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilsinhaber handeln;
 - e. Honorare der Wirtschaftsprüfer des Fonds;
 - f. Druckkosten der Anteilzertifikate;
 - g. Kosten der Vorbereitung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Verwaltungsreglements, sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Prospekte oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilsinhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Reglements der genannten Behörden notwendig sind, die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland, sowie sämtliche Verwaltungsgebühren;
 - h. ein angemessener Anteil an den Kosten für die Werbung und an solchen Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;
 - i. Kosten der für die Anteilsinhaber bestimmten Veröffentlichungen;
 - j. sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten;
2. Alle Kosten und Entgelte werden zuerst den Erträgen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

3. Das Vermögen des Fonds haftet für alle vom Fonds zu tragenden Kosten.

Art. 12. Rechnungsjahr und Revision. 1. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 30. September, erstmals am 30. September 1996.

2. Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch einen, in Luxemburg zugelassenen Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

Art. 13. Ausschüttungen. Die Netto-Erträge des Fonds aus Dividenden, Zinsen und Kapitalgewinnen sowie Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und sonstige Erträge nicht wiederkehrender Art können wahlweise kapitalisiert und im Fonds wiederangelegt werden oder an die Anteilsinhaber ausgeschüttet werden. Hierüber entscheidet die Verwaltungsgesellschaft. Ausschüttungen erfolgen nur, soweit durch die Ausschüttung das Netto-Fondsvermögen nicht unter die Mindestgrenze von LUF 50 Millionen bzw. dem Gegenwert hiervon in Fondswährung fällt.

Art. 14. Änderungen des Verwaltungsreglements. 1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht und treten am Tage ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Art. 15. Veröffentlichungen. 1. Der Inventarwert sowie der Ausgabe- und der Rücknahmepreis des Fonds sind jeweils am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Zahlstellen des Fonds verfügbar.

2. Nach Abschluß eines jeden Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft gibt über den Fonds, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Nach Ende der ersten Hälfte eines jeden Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft gibt über den Fonds und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres. Der Jahresbericht und der Halbjahresbericht sind für die Anteilsinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 16. Dauer des Fonds und Auflösung. 1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft nach freiem Ermessen aufgelöst werden. Im übrigen erfolgt eine Auflösung zwingend in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und im Falle der Auflösung der Verwaltungsgesellschaft.

2. Die Auflösung des Fonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in mindestens drei Tageszeitungen, welche eine angemessene Auflage erreichen, veröffentlicht. Eine dieser Tageszeitungen muß eine luxemburger Zeitung sein.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilsinhaber im Verhältnis ihrer jeweiligen Anteile verteilen. Liquidationserlöse, die zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilsinhabern nicht eingefordert worden sind, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in luxemburgische Franken umgerechnet und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilsinhaber nach Abschluß des Liquidationsverfahrens bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Weder die Anteilsinhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung oder die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 17. Verjährung. Forderungen der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach Entstehung des Anspruchs. Unberührt bleibt die in Artikel 16 Absatz 3 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Art. 18. Anwendbares Recht und Gerichtsstand, Vertragssprache, Inkrafttreten. 1. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem luxemburgischen Recht.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilshabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des sachlich zuständigen Gerichts der Stadt Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, soweit es sich um Ansprüche der Anteilshaber handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf Zeichnung und Rücknahme der Anteile durch diese Anteilshaber beziehen.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements ist maßgeblich.

4. Das Verwaltungsreglement tritt am Datum der Unterzeichnung in Kraft.

Ausgefertigt in Luxemburg am 11. März 1996.

SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST	SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST & CO.
INVESTMENT LUXEMBURG S.A.	LUXEMBURG
Unterschriften	Unterschriften
<i>Die Verwaltungsgesellschaft</i>	<i>Die Depotbank</i>

Anhang I

Börsen in europäischen Ländern, außerhalb der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften und der Vertragsstaaten des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum:

1. Schweiz: Zürich, Genf, Basel.

Anhang II

Börsen in außereuropäischen Ländern:

1. Japan: Tokyo, Osaka, Nagoya, Kyoto, Fukuoka, Niigata, Sapporo, Hiroshima.

2. Kanada: Toronto, Vancouver, Montreal.

3. USA: New York: American Exchange (AMEX), New York Stock Exchange (NYSE), Los Angeles Pacific Stock Exchange, San Francisco Pacific Stock Exchange, Philadelphia, Chicago, Boston, Cincinnati.

Anhang III

Geregelte Märkte in Ländern außerhalb der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften:

1. Japan: Over the Counter Market in Tokyo.

2. Kanada: Over the Counter Market (IDA).

3. Schweiz: Vorbörse Zürich, Vorbörse Genf, Börse Bern, Over the Counter Market der Mitglieder der INTERNATIONAL SECURITIES MARKET ASSOCIATION (ISMA), Zürich.

4. USA: NASDAQ-System.

Over the Counter Market (von der NASD organisierte Märkte wie Over-the-Counter Equity Market, Municipal Bond Market, Government Securities Market, Corporate Bonds and Public Direct Participation Programs).

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1996, vol. 477, fol. 88, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(11169/250/561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 1996.

BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 10.383.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le treize mars.

Par-devant Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à Luxembourg, constituée sous la dénomination de BANQUE COMMERCIALE, suivant acte reçu par Maître Jules Hamelius, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 mai 1921, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 24 du 16 juin 1921.

Les statuts ont été modifiés suivant acte du même notaire Hamelius en date du 4 mars 1922, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 12 du 17 mars 1922,

suivant actes reçus par Maître François Altwies, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date des:

- 2 janvier 1929, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 3 du 16 janvier 1929,
- 2 octobre 1930, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 50 du 20 octobre 1930,

suivant actes reçus par Maître Paul Manternach, alors notaire de résidence à Capellen, en date des:

- 23 décembre 1959, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 6 du 4 février 1960,
- 6 avril 1967, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 73 du 6 juin 1967,

suivant acte reçu par Maître Charles Michels, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du:

- 30 juillet 1968, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 150 du 12 octobre 1968,

suivant acte reçu par Maître Georges Altwies, alors notaire de résidence à Dudelange, en date du:

- 3 avril 1969, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 104 du 1er juillet 1969,

suivant actes reçus par Maître Charles Michels, prénommé, en date des:

- 2 avril 1970, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 121 du 20 juillet 1970,
- 14 mai 1971, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 81 du 14 juin 1971,
- 18 août 1972, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 139 du 8 septembre 1972,
- 3 avril 1975, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 115 du 20 juin 1975,

suites actes reçus par le notaire instrumentant, en date des:

- 24 novembre 1977, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 5 du 9 janvier 1978,
- 5 avril 1979, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 162 du 19 juillet 1979,
- 3 avril 1980, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 125 du 17 juin 1980,
- 30 septembre 1981, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 246 du 18 novembre 1981,
- 13 juillet 1982, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 250 du 14 octobre 1982,
- 7 janvier 1985, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 34 du 6 février 1985,
- 6 novembre 1986, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 353 du 19 décembre 1986,
- 24 mai 1995, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 423 du 1^{er} septembre 1995.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Bertrand du Passage, Directeur Général Adjoint de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Théo Braun, Directeur Adjoint de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateurs:

- a. Monsieur Olivier Moura, Secrétaire Général de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg,
- b. Madame Anne Kayser Neuss, conseiller juridique de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant été ainsi constitué, le Président prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les un million cent mille (1.100.000) actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.»

2.- Modification du deuxième alinéa de l'article 12 pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 12. Deuxième alinéa.** En cas d'absence du président, ses fonctions sont remplies par le vice-président et, en cas d'absence de ce dernier, par l'administrateur-délégué.»

3.- Modification du troisième alinéa de l'article 13 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 13. Troisième alinéa.** Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie à un ou plusieurs de ses collègues, délégation pour le représenter à une réunion du conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant est dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Tout administrateur qui assiste à une réunion, peut représenter plusieurs administrateurs absents s'il est dûment mandaté à cet effet.»

4.- Modification du deuxième alinéa de l'article 16 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 16. Deuxième alinéa.** Les copies ou extraits de ces délibérations, destinés à être produits en justice ou ailleurs, sont valablement signés par le président du conseil ou par l'administrateur-délégué.»

5.- Suppression de l'article 20 des statuts.

6.- Modification du deuxième alinéa de l'article 21 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 21. Deuxième alinéa.** Ses décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous les actionnaires.»

7.- Modification de l'article 24 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 24. Assemblée générale annuelle.** Chaque année, il est tenu une assemblée générale annuelle, qui se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de mai à 11.00 heures, au siège de la société ou à tout autre endroit de la commune de Luxembourg indiqué dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.»

8.- Modification du dernier alinéa de l'article 26 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 26. Dernier alinéa.** Les administrateurs peuvent toujours, sans avoir à accomplir de formalités, assister aux assemblées générales et y prendre la parole.»

9.- Suppression du deuxième alinéa de l'article 27 des statuts.

10.- Modification de l'article 28 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 28. Bureau.** L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par l'administrateur-délégué, ou, à leur défaut, par une personne que l'assemblée élira. Le président de l'assemblée générale désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs. Le bureau statue à la majorité sur toutes questions se rapportant au droit d'assister ou de prendre part à l'assemblée et sur toutes questions se rapportant au mode de délibération et de vote.»

11.- Modification du premier alinéa de l'article 29 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 29. Premier alinéa.**

Ordre du jour:

L'ordre du jour ne peut comprendre que les propositions du conseil d'administration et enfin celles signées par des actionnaires représentant au moins un cinquième des actions.»

12.- Modification du premier alinéa de l'article 30 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 30. Premier alinéa.**

Décisions

Sauf dans les cas déterminés par la loi, l'assemblée statue valablement si cinquante pour cent des actions émises et en circulation sont présentes ou représentées. Les décisions sont prises à la majorité des actions présentes ou représentées.»

13.- Modification de l'article 31 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 31. Modification des statuts.** L'assemblée générale des actionnaires, en se conformant aux dispositions légales en vigueur au moment de sa réunion, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sauf qu'elle ne peut augmenter les engagements des actionnaires et changer la nationalité de la société qu'avec l'accord unanime des actionnaires et des obligataires.»

14.- Modification du deuxième alinéa de l'article 32 pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 32. Deuxième alinéa.** Les copies ou extraits destinés à être produits en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par l'administrateur-délégué.»

15.- Modification du titre VI pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Titre VI.- Dissolution, Liquidation**»

16.- Suite à la suppression de l'article 20 des statuts, renumérotation des articles de 21 à 38 comme articles de 20 à 37.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 12 pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 12. Deuxième alinéa.** En cas d'absence du président, ses fonctions sont remplies par le vice-président et, en cas d'absence de ce dernier, par l'administrateur-délégué.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier le troisième alinéa de l'article 13 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 13. Troisième alinéa.** Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie à un ou plusieurs de ses collègues, délégation pour le représenter à une réunion du conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant est dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Tout administrateur qui assiste à une réunion, peut représenter plusieurs administrateurs absents s'il est dûment mandaté à cet effet.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 16 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 16. Deuxième alinéa.** Les copies ou extraits de ces délibérations, destinés à être produits en justice ou ailleurs, sont valablement signés par le président du conseil ou par l'administrateur-délégué.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de supprimer l'article 20 des statuts.

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 21 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 21. Deuxième alinéa.** Ses décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous les actionnaires.»

Septième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 24 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 24. Assemblée générale annuelle.** Chaque année, il est tenu une assemblée générale annuelle, qui se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de mai à 11.00 heures, au siège de la société ou en tout autre endroit de la commune de Luxembourg indiqué dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.»

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier le dernier alinéa de l'article 26 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 26. Dernier alinéa.** Les administrateurs peuvent toujours, sans avoir à accomplir de formalités, assister aux assemblées générales et y prendre la parole.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide de supprimer le deuxième alinéa de l'article 27 des statuts.

Dixième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 28 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 28. Bureau.** L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par l'administrateur-délégué, ou à leur défaut par une personne que l'assemblée élira. Le président de l'assemblée générale désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs. Le bureau statue à la majorité sur toutes questions se rapportant au droit d'assister ou de prendre part à l'assemblée et sur toutes questions se rapportant au mode de délibération et de vote.»

Onzième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 29 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 29. Premier alinéa.**

Ordre du jour:

L'ordre du jour ne peut comprendre que les propositions du conseil d'administration et enfin celles signées par des actionnaires représentant au moins un cinquième des actions.»

Douzième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 30 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 30. Premier alinéa.**

Décisions

Sauf dans les cas déterminés par la loi, l'assemblée statue valablement si cinquante pour cent des actions émises et en circulation sont présentes ou représentées. Les décisions sont prises à la majorité des actions présentes ou représentées.»

Treizième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 31 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 31. Modification des statuts.** L'assemblée générale des actionnaires, en se conformant aux dispositions légales en vigueur au moment de sa réunion, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sauf qu'elle ne peut augmenter les engagements des actionnaires et changer la nationalité de la société qu'avec l'accord unanime des actionnaires et des obligataires.»

Quatorzième résolution

L'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 32 pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 32. Deuxième alinéa.** Les copies ou extraits destinés à être produits en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par l'administrateur-délégué.»

Quinzième résolution

L'assemblée décide de modifier le titre VI pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Titre VI.- Dissolution, Liquidation»**

Seizième résolution

Suite à la suppression de l'article 20 des statuts, l'assemblée décide de renuméroter les articles de 21 à 38 comme articles de 20 à 37.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. du Passage, T. Braun, O. Moura, A. Kayser-Neuss, C. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 1996, vol. 89S, fol. 81, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1996.

C. Hellinckx.

(10319/215/217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1996.

BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 10.383.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1996.

C. Hellinckx.

(10320/215/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1996.

GEMILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**RECTIFICATIF**

A la page 7349 du Mémorial C n° 154 du 28 mars 1996, il y a lieu de lire dans l'intitulé:

Siège social: L-9378 Hoscheid, 8, Geisseck.

(01491/XXX/7)

NEDERLANDS HANDELSFORUM LUXEMBOURG, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-neuf février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Roeland P. Pels, Juriste, demeurant à L-2124 Luxembourg, 24, rue des Maraîchers;
 - 2) Monsieur Walter Laarhoven, Administrateur-Délégué, demeurant à L-2410 Luxembourg, 62, rue de Reckenthal;
 - 3) Jonckheer Jeroen van Rijckevorsel, Attaché Culturel, demeurant à L-8140 Bridel, 98, rue de Luxembourg;
 - 4) Monsieur Ernst van Beek, Administrateur, demeurant à L-7260 Bereldange, 17, Elterstrachen;
 - 5) Monsieur Theo Spek, Administrateur-Délégué, demeurant au 4, rue Oster, L-8146 Bridel, ici représenté par Monsieur Roeland P. Pels, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 29 février 1996, laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps;
 - 6) Monsieur Léo de Waal, Senior Financial Consultant, demeurant à L-1924 Luxembourg, 10, rue E. Lavandier;
 - 7) Madame Ingrid Jorissen, Administrateur, demeurant à B-6781 Sélange, 8, rue des Roses;
 - 8) Monsieur Herman Cornelis Obenhuysen, Employé Privé, demeurant à L-7470 Saeul, 5, rue de Mersch;
- Tous de nationalité néerlandaise;

Tous ci-après désignés comme membres fondateurs.

Lesquels comparants ont requis le notaire de dresser par les présentes les statuts d'une association sans but lucratif (A.s.b.l.), qu'ils déclarent constituer entre eux, conformément à la loi du 21 avril 1928.

Titre I^{er}. Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. L'association est dénommée NEDERLANDS HANDELSFORUM LUXEMBOURG, A.s.b.l.

Son siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré par décision du conseil d'administration en tout autre lieu.

Toute modification du siège social doit être publiée, dans le mois de sa date, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Art. 2. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Objet

Art. 3. L'association a pour objet d'informer et d'assister toute personne qui parle couramment le néerlandais et qui, soit a la nationalité néerlandaise, soit travaille dans une entreprise dont la société mère est située aux Pays-Bas, dans toutes ses relations avec les autorités publiques ou privées, les Administrations communales, nationales ou autres ainsi que tout autre organisme, quel qu'il soit, situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'association ne peut en aucun cas exercer l'objet ci-dessus à l'égard de personnes employées auprès des Communautés Européennes.

Pour atteindre cet objectif, l'association peut prendre toutes initiatives quelconques, organiser des débats, réunions, séminaires ou autres activités et accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut notamment prêter tous concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

Dans le cadre de son objet, l'Association maintiendra une attitude de stricte neutralité politique et philosophique.

Titre III. Membres - Admission - Exclusion - Cotisation

Art. 4. L'association se compose de membres, personnes physiques et/ou morales, au nombre illimité, sans pouvoir être inférieur à cinq. Les premiers membres signataires de l'acte de constitution ont la qualité de membres fondateurs et assureront les fonctions définies aux articles 13 et 14 des statuts.

Art. 5. Pour être admis ultérieurement, il faut:

1) avoir été admis par le Conseil d'Administration statuant à l'unanimité des voix, sous réserve des dispositions des articles 13 et 14 des statuts, et

2) avoir signé une déclaration d'adhésion aux statuts de l'association ainsi qu'un «Huishoudelijk Reglement».

Les personnes physiques ou morales qui désirent aider l'association à réaliser son but peuvent être admises en qualité de membres sympathisants ou protecteurs sur demande écrite de leur part. Elles n'auront pas de droit de vote.

Art. 6. La perte de qualité de membre est régie par l'article 12 de ladite loi du 21 avril 1928.

Art. 7. Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Art. 8. Les cotisations annuelles à payer par les membres sont fixées par le Conseil d'Administration. Elles ne pourront être supérieures à dix mille (10.000,-) francs luxembourgeois ou équivalent.

Titre IV. Administration

Art. 9. L'association est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de sept membres au plus, pris parmi les membres de l'association et élus par l'assemblée générale ordinaire et annuelle statuant à la majorité simple des voix des membres présents et représentés. L'assemblée générale déterminera également la durée de leur mandat. Les administrateurs sont rééligibles; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.

Art. 10. Le Conseil d'Administration désignera en son sein un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Le président représente l'association et en dirige les travaux. En cas d'empêchement, le président est représenté par le vice-président.

Des pouvoirs spéciaux pourront être confiés à d'autres membres du Conseil d'Administration.

Art. 11. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige.

Il ne peut délibérer valablement que si trois membres au moins sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage des voix, celle du président ou de celui qui le représente est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux qui sont signés par le président et par le secrétaire.

Art. 12. Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont réglés par les articles 13 et 14 de la loi du 21 avril 1928.

Titre V. Surveillance

Art. 13. A dater de l'an 2000, les membres fondateurs se constitueront en Conseil Supérieur de l'association, dont le nombre des membres est fixé à cinq. Leur mandat est fixé à deux ans. Ils sont rééligibles, sans que toutefois le nombre des membres sortants ne puisse être inférieur à trois. Les nouveaux membres du Conseil Supérieur sont élus par l'assemblée générale annuelle parmi les membres de l'association, à condition que ceux-ci soient membres de l'association depuis cinq ans au moins.

Art. 14. Le Conseil Supérieur aura pour attribution un droit de surveillance sur la gestion du Conseil d'Administration. Toute adhésion d'un nouveau membre de l'association ainsi que toutes nouvelles propositions devront lui être soumises pour accord préalable.

Titre VI. Assemblée générale

Art. 15. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres.

Les convocations sont faites par le Conseil d'Administration au moyen de convocations écrites, adressées aux membres trente jours au moins avant l'assemblée; elles contiendront l'ordre du jour.

Art. 16. Chaque membre a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire qui doit être un autre membre. Chaque membre ne peut être titulaire de plus d'une procuration qu'en représentation de membres d'un seul et même groupe d'entreprises.

Art. 17. Le Conseil d'Administration fixe chaque année dans le courant du mois de février la date de l'assemblée générale ordinaire, à l'ordre du jour de laquelle doit être portée l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et du budget du prochain exercice.

Art. 18. Les attributions et le fonctionnement de l'assemblée générale sont réglés par la loi du 21 avril 1928.

Titre VII. Fonds - Comptes - Budget

Art. 19. Les ressources de l'association se composent notamment:

- a) des cotisations des membres;
- b) des dons, subsides et subventions;
- c) des prestations versées par diverses organisations ou institutions;
- d) des intérêts et revenus généralement quelconques.

Cette énumération n'est pas limitative.

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et prend fin le trente et un décembre de la même année.

Titre VIII. Modification des statuts

Art. 21. La modification des statuts se fait d'après les dispositions de la loi du 21 avril 1928.

Titre IX. Dissolution - Liquidation

Art. 22. La dissolution et la liquidation sont régies par les articles 18 à 25 de la loi du 21 avril 1928.

En cas de dissolution volontaire de l'association, le Conseil d'Administration fera fonction de liquidateur. Après apurement du passif, l'excédent favorable sera affecté à une autre oeuvre poursuivant un but se rapprochant de celui de l'association.

Le Conseil d'Administration la désignera à la majorité des voix.

Titre X. Dispositions générales

Art. 23. Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée, telle que modifiée, sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement, le premier exercice social de l'association commence aujourd'hui même pour se terminer le 31 décembre 1996.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en octobre 1997.

Assemblée constitutive

Les fondateurs préqualifiés se sont ensuite réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les décisions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à six.

2. Sont élus administrateurs:

- a) Monsieur Roeland P. Pels, Juriste, demeurant à L-2124 Luxembourg, 24, rue des Maraîchers,
- b) Monsieur Walter Laarhoven, Administrateur-Délégué, demeurant à L-2410 Luxembourg, 62, rue de Reckenthal,
- c) Madame Ingrid Jorissen, Administrateur, demeurant à B-6781 Sélange, 8, rue des Roses,
- d) Monsieur Ernst van Beek, Administrateur, demeurant à L-7260 Bereldange, 17, Elterstrachen,
- e) Monsieur Herman Cornelis Obenhuysen, Employé Privé, demeurant à L-7470 Saeul, 5, rue de Mersch,
- f) Monsieur Léo de Waal, Senior Financial Consultant, demeurant à L-1924 Luxembourg, 10, rue E. Lavandier.

3. La durée du mandat des premiers membres du Conseil d'Administration est fixée à un an, leur mandat expirant lors de la première assemblée générale ordinaire annuelle d'octobre 1997.

4. La cotisation annuelle est fixée par le «Huishoudelijk Reglement».

5. Le siège de l'association est établi au 61, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Conseil d'administration

Les administrateurs se sont ensuite réunis en conseil et ont désigné en qualité de:

- Président: Monsieur Roeland P. Pels, préqualifié;
- Vice-Président: Monsieur Walter Laarhoven, préqualifié;
- Secrétaire: Madame Ingrid Jorissen, préqualifiée;
- Trésorier: Monsieur Ernst van Beek, préqualifié.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. P. Pels, W. Laarhoven, J. J. Van Rijckevorsel, E. Van Beek, L. De Waal, I. Jorissen, H. C. Obenhuysen, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 1996, vol. 89S, fol. 75, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 1996.

A. Schwachtgen.

(11923/230/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 1996.

WELLMANN INTERNATIONAL, GmbH & CO. KG, Kommanditgesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am dritten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit Amtswohnsitze in Junglinster.

Sind erschienen:

1. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung WELLMANN INTERNATIONAL, S.à r.l., mit Sitz in Luxemburg, 3, rue des Foyers,

hier vertreten durch ihren Geschäftsführer, Herrn Dieter Klee, Kaufmann, wohnhaft in D-32584 Löhne, Birkenweg 35,

welcher die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift vertreten kann,

hier vertreten durch Herrn Claude Cahen, Steuerberater, wohnhaft in Luxemburg,

aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Luxemburg, am 2. Januar 1996,

welche Vollmacht, von den Komparenten und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden;

2. Die Gesellschaft WELLMANN INTERNATIONAL, GmbH, mit Sitz in D-Bad Salzuflen,

hier vertreten durch Herrn Uwe Habenicht, Gesellschaftsdirektor, wohnhaft in F-Sarreguemines,

aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Salzuflen, am 2. Januar 1996,

welche Vollmacht, von den Komparenten und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, qualitate qua, den amtierenden Notar ersuchten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

I. - Form - Zweck - Bezeichnung - Sitz - Dauer

Art. 1. Gesellschaftsform. Zwischen den Komparenten wird eine Kommanditgesellschaft gegründet, welche den bestehenden Gesetzen und der folgenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck. Zweck der Gesellschaft ist der Import und der Export von Roh- und Fertigware sowie der Handel mit Möbeln aller Art inklusive Zubehör und Accessoires. Des weiteren hat die Gesellschaft zum Zweck die Koordination und Beratung bei der administrativen und technischen Abwicklung der ausländischen Zweigniederlassungen beziehungsweise Beteiligungsgesellschaften, internationales Währungsmanagement, Beteiligungscontrolling, Reporting und Konzernrechnungslegung.

Die Gesellschaft hat ebenfalls zum Zweck die Beratung in Marketing, der Erwerb von Grundbesitz und Immobilien, um sie für eigene Rechnung zu verwalten, und die Beteiligung an Gesellschaften jeder Art.

Im allgemeinen kann die Gesellschaft alle Tätigkeiten kommerzieller, industrieller, finanzieller, beweglicher oder unbeweglicher Art ausüben, soweit sie dem Gesellschaftszweck dienlich oder nützlich sind.

Art. 3. Bezeichnung. Die Gesellschaft führt den Namen WELLMANN INTERNATIONAL, GmbH & CO. KG.

Art. 4. Sitz. Der Gesellschaftssitz ist in Luxemburg.

Der Sitz kann durch Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

II. - Gesellschaftskapital - Anteil

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwei Millionen Luxemburger Franken (2.000.000,- LUF), eingeteilt in einhundert (100) Anteile zu zwanzigtausend Luxemburger Franken (20.000,- LUF) pro Anteil.

Das Gesellschaftskapital wird wie folgt gezeichnet:

Als Kommanditist:

Die Gesellschaft WELLMANN INTERNATIONAL, GmbH, mit Sitz in D-Bad Salzufen, welche neunundneunzig (99) Anteile zeichnet.

Als Komplementär:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung WELLMANN INTERNATIONAL, S.à r.l., mit Sitz in Luxemburg, 3, rue des Foyers, welche einen (1) Anteil zeichnet.

Die Gründer erklären, sämtliche Anteile unverzüglich voll einzuzahlen.

Art. 7. Kapitalerhöhung, Kapitalminderung.

1) Kapitalerhöhung.

Das Stammkapital kann ein- oder mehrmals erhöht werden durch einen ausserordentlichen Beschluss sämtlicher Gesellschafter, Komplementäre und Kommanditisten.

Die Erhöhung erfolgt durch Schaffen neuer Anteile als Entgelt zusätzlicher Bar- oder Sacheinlagen oder durch Erhöhung des Nennwertes der bestehenden Anteile.

2) Kapitalminderung.

Das Stammkapital kann durch ausserordentlichen Gesellschafterbeschluss herabgesetzt werden.

Die Kapitalherabsetzung erfolgt durch Rückzahlung oder Rückkauf der Anteile oder durch Minderung ihres Nennwertes.

Art. 8. Rechte. Die Rechte des (der) Komplementärs(e) und der Kommanditisten werden durch die vorliegende Satzung sowie durch spätere Satzungsänderungen und durch die Abtretung von Anteilen, die der Gesellschaft rechtmässig zugestellt oder veröffentlicht werden, festgelegt.

Art. 9. Unteilbarkeit der Anteile. Die Anteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

Für jeden Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Besitzer an.

Falls ein Anteil mehrere Eigentümer hat, sei dies durch Nutzungseigentum oder durch eine Miteigentümergeinschaft oder falls ein Anteil verpfändet ist, so kann der Gesellschaftsführer die anteiligen Rechte aufheben, bis eine Einzelperson von den verschiedenen Miteigentümern, Eigentümern ohne Nutzungsrecht, Niessbrauchern, Pfändern oder Pfandhaltern als Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt wird.

Art. 10. Abtretung der Anteile.

1) Unter Lebenden.

Jede Abtretung der Anteile muss schriftlich festgehalten werden. Die Abtretung ist gegenüber der Gesellschaft wirksam, wenn sie der Gesellschaft in Übereinstimmung mit Artikel 1690 des Code civil zugestellt wurde.

Die Anteile der Kommandisten können frei zwischen Gesellschaftern abgetreten werden.

Gegenüber Nichtgesellschaftern können sie nur mit Zustimmung des/der Komplementärs(e) und der Mehrzahl, zahlen- und kapitalanteilmässig, der Kommanditisten abgetreten werden.

Die Komplementäranteile können nur mit einstimmiger Zustimmung der Komplementäre und der Kommanditisten an Nichtgesellschafter abgetreten werden.

Diese Bestimmungen gelten für alle Abtretungen unter Lebenden, sei es gegen Entgelt oder entgeltlos.

2) Auflösung der Ehegemeinschaft zu Lebzeiten des Gesellschafters.

Im Falle einer Auflösung der vertraglichen oder legalen Gütergemeinschaft, welche zwischen einem Gesellschafter und seinem Ehepartner besteht, sei es durch Ehescheidung, Körpertrennung, Gütertrennung oder Abänderung des Ehevertrags, so muss die Abtretung von Anteilen an den Ehepartner, der nicht Gesellschafter ist,

2.1. im Falle von Komplementäranteilen: durch einstimmigen Beschluss der Komplementäre und der Kommanditisten angenommen werden.

2.2. im Falle von Kommanditistenanteilen: durch einstimmigen Beschluss der Komplementäre und Mehrheitsbeschluss, zahlen- und kapitalanteilmässig, der Kommanditisten angenommen werden.

3) Abtretung im Todesfalle.

Bei Tod eines Komplementärs oder eines Kommanditisten, während der Dauer der Gesellschaft, wird diese nicht aufgelöst, sondern besteht weiter zwischen dem/den überlebenden Gesellschafter(n) und den Erben oder Rechtsnachfolgern des verstorbenen Gesellschafters, unter der Massgabe, dass die Erben oder Rechtsnachfolger durch Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals (Kommanditen- und Komplementäranteil) darstellen, angenommen werden.

Eine solche Zustimmung ist nicht nötig im Falle einer Abtretung durch Tod eines Kommanditisten an seinen überlebenden Ehepartner oder seine direkten Erben.

Bei Tod eines Komplementärs müssen die Kommanditisten einen neuen Komplementär ernennen.

Art. 11. Rechte und Pflichten der Gesellschafter.

1) Anteil am Gewinn und Gesellschaftswert.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt Recht auf einen anteiligen Betrag des Gewinnes und des Gesellschaftsvermögens.

2) Anerkennung der Satzung.

Die den Anteilen entsprechenden Rechte und Pflichten werden vom jeweiligen Eigentümer übernommen.

Das Eigentum an einem Anteil zieht die volle Anerkennung der Satzung und der Gesellschaftsbeschlüsse mit sich. Die Bevollmächtigten, Rechtsnachfolger oder Erben eines Gesellschafters können unter keinen Bedingungen die Versiegelung, Teilung oder Versteigerung der Vermögensgegenstände der Gesellschaft erwirken.

3) Pflichten und Gewährleistungen für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Die Komplementäre haften unbeschränkt und solidarisch für die Gesellschaftsverpflichtungen.

Zwischen Gesellschaftern haftet ein Komplementär proportional zur Zahl seiner Anteile.

Die Kommanditisten haften für die Schulden und Verluste der Gesellschaft beschränkt, bis zur Höhe der von ihnen eingebrachten Mittel.

III. - Geschäftsführung

Art. 12. Ernennung, Abwahl, Rücktritt des Geschäftsführers. Die Gesellschaft wird ausschliesslich durch den/die Komplementär(e) geführt, nachfolgend der Geschäftsführer genannt.

Kommanditisten können in keinem Fall die Geschäfte führen.

Die Entlohnung des/der Komplementär(s) (e) wird durch die Gesellschafter festgelegt.

Art. 13. Befugnisse des Geschäftsführers. Der Geschäftsführer hat sämtliche Befugnisse, um die Gesellschaft zu vertreten und sie bei allen Geschäften, welche unter den Gesellschaftsgegenstand fallen, rechtsverbindlich zu verpflichten.

Grundstücke und Gebäude können jedoch erst nach vorheriger Zustimmung einer 2/3-Mehrheit der Kommanditisten belastet oder verkauft werden.

IV. - Gemeinschaftliche Entscheidungen

Art. 14. Zweck. Zweck der gemeinschaftlichen Entscheidungen der Gesellschafter ist die Annahme des Jahresabschlusses, die Ermächtigung des Geschäftsführers für Tätigkeiten, welche seinen Entscheidungsbereich überschreiten, die Bestimmung und die Abwahl des Geschäftsführers, die Satzungsänderung und die Bestimmung eines oder mehrerer Liquidator(s) (en) im Falle einer Auflösung der Gesellschaft.

Durch Gemeinschaftsbeschluss kann die Gesellschaft auch eine andere Rechtsform annehmen.

Art. 15. Entscheidungsmodus. Gemeinschaftliche Beschlüsse werden auf Anfrage des Geschäftsführers genommen. Sie können auch auf Anfrage der Mehrheit der Kommanditisten genommen werden, falls es der Geschäftsführer unterlässt, die Gesellschafter innerhalb von 8 Tagen, nachdem er durch den Gesellschafter per Einschreibebrief dazu aufgefordert wurde, zusammenzurufen.

Gemeinschaftliche Entscheidungen werden in der Generalversammlung der Gesellschafter genommen.

Sie können auch auf dem Schriftwege erfolgen, wenn alle Gesellschafter dem zustimmen.

Art. 16. Mehrheit. Gemeinschaftsbeschlüsse werden genommen:

- durch 2/3-Mehrheit der bestehenden Anteile, wenn ihr Zweck eine Satzungsänderung und insbesondere die Umänderung der Gesellschaftsform ist.

- durch die einfache Mehrheit der in der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile, wenn keine Satzungsänderung vorgenommen wird;

Art. 17. Wirkung der Beschlüsse. Die Gemeinschaftsbeschlüsse verpflichten alle Gesellschafter, auch die abwesenden, die unfähigen und diejenigen, die nicht mit dem Beschluss einverstanden sind.

V. - Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Festsetzung und Verteilung des Ergebnisses

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Art. 19. Jahresabschluss. Am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer erstellt den Jahresabschluss in Form einer Bilanz und einer Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 20. Festsetzung und Verteilung des Ergebnisses. Jedes Jahr am Ende des Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss zwecks Kontrolle und Bericht vom Geschäftsführer an den Abschlussprüfer, soweit es ihn gibt, überreicht.

Der Jahresabschluss, gegebenfalls mit dem Bericht des Abschlussprüfers, wird den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Zustimmung vorgelegt.

Die Gesellschafter können diese Dokumente einsehen und, auf Anfrage, Kopien davon erhalten.

Der Bilanzüberschuss, nach Abzug der Aufwendungen und der Abschreibungen, stellt den Nettogewinn dar. Dieser Gewinn wird unter den Gesellschaftern verteilt.

VI. - Auflösung und Liquidierung

Art. 21. Auflösung. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, aus welchem Grund auch immer und zu jedem möglichen Zeitpunkt, bestimmen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidator(en), setzen ihre Befugnisse und Vergütung fest und entscheiden über den Liquidationsmodus. Nehmen die Gesellschafter keine Entscheidung in dieser Hinsicht, so wird(werden) der (die) Komplementär(e) gegenüber Dritten als Liquidatoren angesehen.

Art. 22. Liquidation. Der Nettoliquidationsertrag, abzüglich der Aufwendungen, wird zu gleichen Teilen unter sämtlichen Anteilen verteilt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1996.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr siebzigtausend Franken.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann traten die eingangs erwähnten Komplementen, die das gesamte Stammkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen erkennen, und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgenden Beschluss:

- Der Sitz der Gesellschaft befindet in L-1531 Luxemburg, 3, rue des Foyers.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komplementen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C. Cahen, U. Habenicht, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 janvier 1996, vol. 497, fol. 35, case 5. – Reçu 20.000 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 7. Februar 1996.

J. Seckler.

(06102/231/189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

BITEX INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1811 Luxembourg, 3, rue de l'Industrie.

R. C. Luxembourg B 24.412.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 janvier 1996 de la société BITEX INTERNATIONALE S.A. (R.C. 24.412)

A l'unanimité des voix, l'assemblée générale prend les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée Générale accepte la démission du poste d'administrateur de Mme Géraldine Whittaker, Mme Stella Jayne Hawel et Mme Jayne Caroline Neil.

2. L'Assemblée Générale donne, à l'unanimité des voix décharge spéciale à Mme Stella Jayne Hawel et Mme Jayne Caroline Neil.

3. L'Assemblée Générale décide d'appeler Mr Jean-Pierre Kesy, demeurant 1, rue du Languedoc à F-57110 Yutz, Monsieur Christophe Blondeau, demeurant 1, route de Holtz à L-8857 Petit-Nobressart et Mr Rodney Haigh, demeurant 13, avenue Marie-Adélaïde à L-2128 Luxembourg aux fonctions d'administrateur. Leur mandat courra jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2001.

4. L'Assemblée Générale décide, à l'unanimité, d'appeler H.R.T. REVISION, S.à r.l. dont le siège social est situé Domaine de Beaulieu, 32 rue J.P. Brasseur à L-1258 Luxembourg aux fonctions de commissaire en remplacement de la COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE ET REVISIONS, S.à r.l. Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2001.

5. L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social du 7, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg au 3, rue de l'Industrie à L-1811 Luxembourg.

L'ordre du jour étant épuisé, personne ne demandant plus la parole, la séance est levée après lecture du procès-verbal qui est signé par le président, le scrutateur et le secrétaire.

Extrait certifié conforme

C. Blondeau

Administrateur-Délégué

FIDALUX S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 1996, vol. 475, fol. 100, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06113/565/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

STARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 12.607.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du conseil d'administration du 2 février 1996 que le siège social de la société a été transféré au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 1996.

Luxembourg, le 7 février 1996.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 1996, vol. 476, fol. 31, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06187/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 1996.

TEMPLETON GLOBAL STRATEGY, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue, Centre Neuberg.
R. C. Luxembourg B 35.117.

DIVIDEND ANNOUNCEMENT

TEMPLETON GLOBAL STRATEGY, SICAV will pay dividends to the Shareholders of the following Funds as of record on April 11, 1996, against presentation of the respective coupons:

<i>Fund</i>	<i>Currency</i>	<i>Amount per Share</i>	<i>Coupon number</i>	<i>Payment date</i>
TEMPLETON GLOBAL UTILITIES FUND - Class A	USD	0.035	6	19.04.1996
TEMPLETON GLOBAL BALANCED FUND - Class A	USD	0.06	8	19.04.1996
TEMPLETON GLOBAL INCOME FUND - Class A	USD	0.17	8	19.04.1996
TEMPLETON DEUTSCHE MARK GLOBAL BOND FUND - Class A	DEM	0.16	8	19.04.1996
TEMPLETON EMERGING MARKETS FIXED INCOME FUND - Class A	USD	0.22	8	19.04.1996

Principal Paying Agent:

CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg.

The Shares are traded ex-dividend as from April 12, 1996.

For further information, Shareholders are invited to contact their nearest TEMPLETON office:

Edinburgh	Frankfurt	Luxembourg	Hong Kong
Toll-free from U.K. 0800-374326	069-272-23-272	466667-212	2829-0600
International: 0131-469-4000			

April 1996.

(01539/755/29)

The Board of Directors.

PARWORLD, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 49.441.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de PARWORLD, Société d'Investissement à Capital Variable, qui se tiendra au siège social de la Société, 10A, boulevard Royal, Luxembourg, le vendredi 26 avril 1996 à 11.00 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Adoption d'une version anglaise des statuts qui fera foi.

L'Assemblée ne sera régulièrement constituée et ne pourra valablement délibérer sur le point de l'ordre du jour que si la moitié au moins du capital est représentée. Le point de l'ordre du jour devra être approuvé par une majorité des deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

La présente convocation et une formule de procuration sont envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 12 avril 1996.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé pour le 19 avril 1996, leurs titres, soit au siège social de la Société, soit au guichet d'un établissement bancaire.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent pour le 25 avril 1996, à 12.00 heures au plus tard, informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration, de leur intention d'assister à l'Assemblée.

(01538/755/23)

Pour le Conseil d'Administration.

SIPAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 29.750.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 9 mai 1996 à 10.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout actionnaire devra déposer ses titres au porteur ou ses certificats nominatifs au siège social ou auprès d'un établissement bancaire de premier ordre, cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

I (01279/534/18)

Le conseil d'administration.

STOLT-NIELSEN S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 12.179.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of STOLT-NIELSEN S.A. (the «Company») will be held at the offices of KREDIETRUST, 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, on Tuesday May 7, 1996 at 2.00 p.m., for the following purposes:

Agenda:

1. To approve the holding of the Annual General Meeting on May 7, 1996, in variation from the date (last business day in July) set forth in Article 24 of the Company's Articles of Incorporation;
2. To consider (i) the Report of ARTHUR ANDERSEN & CO, Société Civile, Statutory Auditors of the Company, and (ii) the Report by the Board of Directors of the Company in respect of the financial statements of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995;
3. To approve the unconsolidated balance sheet and statement of profit and loss of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995;
4. To approve the consolidated balance sheet and statement of income of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995;
5. To approve the determination of dividends of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995, namely (i) approval of interim dividend declared on July 13, 1995 and paid on August 15, 1995, (ii) approval of recommendation of the Board of Directors of payment of a final dividend of twenty-five cents (US \$.25) per Common Share and per Class B Shares, payable on June 5, 1996 to Shareholders or record as of May 17, 1996 and (iii) transfer of all undistributed profits to the retained earnings of the Company;
6. To discharge the Board of Directors and Statutory Auditors of the Company in respect of the proper performance of their duties for the fiscal year ended November 30, 1995;
7. To authorize the Company, or any wholly-owned subsidiary, to purchase Common Shares of the Company, from time to time in the open market and in privately negotiated transactions, at a price reflecting such open market price and on other terms as shall be determined by the Board of Directors of the Company, provided such purchases are in conformity with Article 49-2 of the Luxembourg Company Law, such authorization being granted for purchases completed on or before May 31, 1997;
8. To elect eight directors of the Company to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until their respective successors have been duly elected and qualified (list of nominees attached), and
9. To elect ARTHUR ANDERSEN & CO, Société Civile, as the auditors of the Company for a term to expire at the next Annual General Meeting of Shareholders.

The Board of Directors of the Company has determined that Common Shareholders of record at the close of business on March 25, 1996 will be entitled to vote at the aforesaid meeting and at any adjournments thereof. Notice of this meeting is given to Class B Shareholders of the Company, but such Class B Shareholders are not entitled to vote at this meeting.

To assure representation at the Annual General Meeting, Common Shareholders are hereby requested to fill in, sign, date and return the Proxy Card which may be obtained on request from the Company and which is included to the mailed notice to the shareholders. The giving of such Proxy will not affect the Common Shareholder's right to revoke such proxy or vote in person should Common Shareholders later decide to attend the meeting.

April 9, 1996.

I (01484/526/46)

Jacob Stolt-Nielsen Jr
Chairman of the Board

ANTARC FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 42.075.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 10 mai 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (01252/534/16)

Le conseil d'administration.

FONGESCA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 30.823.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 9 mai 1996 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout actionnaire devra déposer ses titres au porteur ou ses certificats nominatifs au siège social ou auprès d'un établissement bancaire de premier ordre, cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

I (01259/534/18)

Le conseil d'administration.

INDUSHOLD S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 36.314.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 8 mai 1996 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

I (01264/534/14)

Le conseil d'administration.

RG LUX-O-RENTE FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 47.779.

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders to be held on Thursday, 30th May 1996 at the offices of CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, at 2.00 p.m.

Agenda:

1. Opening.
2. Report of the Board of Directors and Auditors' report for the financial year 1995.
3. To receive and adopt the Annual Accounts for the financial year 1995.
4. To determine the appropriation of the profit.
5. Discharge to granted to the Directors and the Auditors.

6. Election or re-election of Directors and of an Auditor until the next Annual General Meeting.
7. Any other business.

Shareholders wishing to attend and vote at the Meeting should inform ROBECO BANK (LUXEMBOURG) S.A., 3, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg of their intention not later than 20th May 1996.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

The annual report 1995 may be obtained at the registered office of the Company, at the offices of CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A. and at the offices of ROBECO GROUP and the member banks of RABOBANK NEDERLAND.

Luxembourg, 16th April 1996.

I (01514/014/25)

The Board of Directors.

FONGESCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 29.741.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 9 mai 1996 à 11.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout actionnaire devra déposer ses titres au porteur ou ses certificats nominatifs au siège social ou auprès d'un établissement bancaire de premier ordre, cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

I (01260/534/18)

Le conseil d'administration.

LYS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 24.697.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 8 mai 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 31 décembre 1993, au 31 décembre 1994 et au 31 décembre 1995, ainsi que des rapports du conseil d'administration et des rapports du commissaire aux comptes y relatifs.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1993, au 31 décembre 1994 et au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (01271/534/18)

Le conseil d'administration.

PONDICHERY, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 49.515.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 10 mai 1996 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (01277/534/16)

Le conseil d'administration.

ACTUM S.A., Société Anonyme.
Registered office: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 44.926.

—
Convening notice

The shareholders are convened hereby to attend the
ORDINARY MEETING
of the company, which will be held at the head office, on *2nd May, 1996* at 9.00. a.m.

Agenda:

1. Submittal of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the balance-sheet and profit and loss statement as at 31st December 1995, and allotment of the results.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending 31st December 1995.
4. Miscellaneous.

I (01359/005/17)

The Board of Directors.

ZORK S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 50.110.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le *2 mai 1996* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995.
4. Divers.

I (01357/005/16)

Le Conseil d'Administration.

MONTMIRAIL S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 44.631.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le *2 mai 1996* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995.
4. Divers.

I (01356/005/16)

Le Conseil d'Administration.

STOLT COMEX SEAWAY S.A., Société Anonyme.
Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 43.172.

—
The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of STOLT COMEX SEAWAY S.A. (the «Company») will be held at the offices of KREDIETRUST, 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, on *Wednesday May 8, 1996* at 2.00 p.m., for the following purposes:

Agenda:

1. To approve the holding of the Annual General Meeting on May 8, 1996, in variation from the date (second Wednesday in June) set forth in Article 25 of the Company's Articles of Incorporation;

2. To consider (i) the Report of ARTHUR ANDERSEN & CO, Société Civile, Statutory Auditors of the Company, and (ii) the Report by the Board of Directors of the Company in respect of the financial statements of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995;
3. To approve the unconsolidated balance sheet of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995;
4. To approve the unconsolidated profit and loss statement of the Company for the fiscal year ended November 30, 1995;
5. To discharge the Board of Directors and Statutory Auditors of the Company in respect of the proper performance of their duties for the fiscal year ended November 30, 1995;
6. To authorize the Company, or any wholly-owned subsidiary, to purchase Common Shares of the Company, from time to time in the open market and in privately negotiated transactions, at a price reflecting such open market price and on other terms as shall be determined by the Board of Directors of the Company, provided such purchases are in conformity with Article 49-2 of the Luxembourg Company Law, such authorization being granted for purchases completed on or before May 31, 1997;
7. To elect six directors of the Company to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until their respective successors have been duly elected and qualified (list of nominees attached), and
8. To elect ARTHUR ANDERSEN & CO, Société Civile, as the Statutory Auditors of the Company for a term to expire at the next Annual General Meeting of Shareholders.

The Board of Directors of the Company has determined that Shareholders of record at the close of business on March 25, 1996 will be entitled to vote at the aforesaid meeting and at any adjournments thereof.

To assure representation at the Annual General Meeting, Shareholders are hereby requested to fill in, sign, date and return the Proxy Card which may be obtained on request from the Company and which is included to the mailed notice to the shareholders. The giving of such Proxy will not affect the Common Shareholder's right to revoke such proxy or vote in person should Shareholders later decide to attend the meeting.

April 9, 1996.
I (01485/526/38)

Jacob Stolt-Nielsen Jr
Chairman of the Board

ISELL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 47.611.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 62, avenue de la Liberté, le mardi 7 mai 1996 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, affectation du résultat;
3. Décharges aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nomination statutaire;
5. Divers.

I (01496/043/17)

FINANCIERE DU BENELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 26.813.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le jeudi 17 mai 1996 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du commissaire aux comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1994 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01461/009/18)

Le Conseil d'Administration.

KONYA S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 36.783.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 8 mai 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

I (01265/534/14)

Le conseil d'administration.

PLEIMOUNT PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.163.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1996 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995.
4. Divers.

I (01358/005/16)

Le Conseil d'Administration.

WHITE KNIGHT I S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 27.868.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 mai 1996 à 11.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1995.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Divers.

I (01362/006/15)

Le Conseil d'Administration.

CARMODY S.A. HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Diekirch B 48.198.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 mai 1996 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1995;
- b) rapport du commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1995;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) divers.

I (01424/045/16)

Le Conseil d'Administration.

WHITE KNIGHT II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 27.869.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 mai 1996 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1995.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Divers.

I (01363/006/15)

Le Conseil d'Administration.

SINABE, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.063.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 28 mai 1996 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

«Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.»

L'assemblée générale ordinaire du 4 avril 1996 n'a pu délibérer valablement sur ce point à l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1996 délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée.

I (01453/534/15)

Le Conseil d'Administration.

PALITANA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.748.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 28 mai 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

«Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.»

L'assemblée générale ordinaire du 5 avril 1996 n'a pu délibérer valablement sur l'unique point à l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1996 délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée.

I (01454/534/16)

Le Conseil d'Administration.

SANTHOR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, rue des Bains.
R. C. Luxembourg B 35.064.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 mai 1996 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1995.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

I (01459/696/16)

Le Conseil d'Administration.

SHIPPING AGENCY LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 50.601.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le 25 avril 1996 à 11.00 heures au siège social de la société et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes,
- approbation des bilan et compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1995,
- affectation des résultats,
- quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- divers.

II (00412/560/16)

Le Conseil d'Administration.

SELON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 49.375.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 avril 1996 à 17.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1995.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
5. Divers.

II (00753/520/15)

Le Conseil d'Administration.

BALALAIKA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 14.673.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 avril 1996 à 11.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1995.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
5. Divers.

II (00754/520/15)

Le Conseil d'Administration.

SORANO, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 42.109.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 mai 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

«Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.»

L'assemblée générale ordinaire du 19 mars 1996 n'a pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'assemblée générale extraordinaire du 6 mai 1996 délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représenté.

II (01000/534/16)

Le Conseil d'Administration.

CARMAR HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22 boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.486.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 2 mai 1996 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

Dispositions à prendre en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mars 1996 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 6 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (00987/008/14)

Le Conseil d'Administration.

B.I.P. BERKLEY INTERNATIONAL PROPERTIES, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 30.078.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 25 avril 1996 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (01020/029/18)

Le Conseil d'Administration.

EAGLE INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2490 Luxembourg, 57, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 45.167.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 57, boulevard Royal, L-2490 Luxembourg, le 25 avril 1996 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (01021/029/18)

Le Conseil d'Administration.

LION-INTERACTION, Société d'Investissement à Capital Variable à Compartiments Multiples.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.100.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 24 avril 1996, à 11.00 heures, dans les bureaux du CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A., 26A, boulevard Royal, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du rapport annuel et des comptes de l'exercice clôturé le 31 décembre 1995.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises.
5. Renouvellement du mandat des Administrateurs.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

Les actionnaires sont invités à déposer leurs actions au siège social de la société, en vue de participer à l'Assemblée, au plus tard 3 jours francs avant la date de l'Assemblée où elles resteront bloquées jusqu'à l'issue de l'Assemblée.

Les procurations sont à adresser au siège social avant le 22 avril 1996.

II (00988/000/22)

Le Conseil d'Administration.

COLUGEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 46.154.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 25 avril 1996 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (01022/029/18)

Le Conseil d'Administration.

OOGMERK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 37.898.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 avril 1996 à 15.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Réélection des administrateurs et du commissaire.
5. Divers.

II (01024/660/15)

Le Conseil d'Administration.

GRIMINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 36.370.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 avril 1996 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (01099/526/16)

Le Conseil d'Administration.

KLAR INVESTMENT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 34.245.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 avril 1996 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1995.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

II (01098/526/17)

Le Conseil d'Administration.

EOI EUROPEAN & OVERSEAS INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 8.317.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 avril 1996 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant.
5. Divers.

II (01100/526/15) *Le Conseil d'Administration.*

ARROYO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 35.522.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 avril 1996 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 octobre 1995.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (01101/526/15)

Le Conseil d'Administration.

GEF S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 24.856.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on April 25, 1996 at 11.00 a.m. at the head office with the following

Agenda:

1. Submission and vote on the reports of the boards of directors and the accounts as of December 31, 1995.
2. Submission of the report of the Auditors.

3. Allocation of the result of the accounting period ending December 31, 1995.
4. Discharge to be granted to the directors and the auditors.
5. Statutory election.
6. Approval of the delegation to the Chairman of the powers to represent the company and conduct its daily management and affairs.
7. Sundry.

To be present and represented to this general meeting, Messrs Shareholders are requested to deposit their shares five working days before the meeting at the head office.

II (01190/009/21)

The Board of Directors.

GESTALCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 36.999.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 avril 1996 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

II (01102/526/16)

Le Conseil d'Administration.

VHK S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.
R. C. Luxembourg B 50.163.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 25 avril 1996 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Démission d'un Administrateur et du Commissaire aux Comptes;
5. Nomination d'un nouvel Administrateur et d'un nouveau Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

II (01122/011/16)

Le Conseil d'Administration.

LUXEMBURG ESTATES COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 10.587.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 26 avril 1996 à 14.00 heures à Luxembourg, au siège social, 40, boulevard Joseph II, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1995;
3. Affectation des résultats;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de déposer leurs titres cinq jours avant l'assemblée au siège social de la société.

II (01234/550/19)

Le Conseil d'Administration.

IMMOBAUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.
R. C. Luxembourg B 51.476.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 25 avril 1996 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Démission du Commissaire aux Comptes;
5. Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

II (01123/011/16)

Le Conseil d'Administration.

COLUPA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 39, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 28.367.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société le 26 avril 1996 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration;
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1995;
4. Affectation du résultat;
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

II (01124/507/16)

Le Conseil d'Administration.

FINANCIERE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 2, rue des Girondins.
R. C. Luxembourg B 27.875.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 26 avril 1996 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1995. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Transfert du siège social.
6. Divers.

II (01181/595/16)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE DU MADAL (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 31, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 24.300.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 31, allée Scheffer, le 24 avril 1996 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes;

2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Acceptation de la démission des administrateurs;
5. Nomination d'un nouveau administrateur jusqu'à l'assemblée générale de 1997;
6. Divers.

Les actionnaires qui désirent prendre part à l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 1996, devront déposer leurs titres au porteur 5 jours avant l'assemblée auprès de:

- SAL. OPPENHEIM JR. & CIE LUXEMBOURG S.A., 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

II (01237/000/22)

EURASOL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, boulevard Dr. Charles Marx.
R. C. Luxembourg B 6.541.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 25 avril 1996 à 10.00 heures, au Siège Social, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport des administrateurs et commissaire sur l'exercice 1995.
2. Approbation du bilan et du compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire.
4. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 18 des statuts. Le dépôt des titres se fera au Siège Social.

II (01207/000/17)

Le Conseil d'Administration.

L P A, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 57, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 22.716.

Les actionnaires de L P A S.A. sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

pour le mardi 23 avril 1996 à 14.00 heures, au siège social de la société: 57, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des Comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

II (01286/000/16)

Le Conseil d'Administration.

VULCANUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 49.856.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 24 avril 1996 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995; affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995;
4. Divers.

II (01332/005/16)

Le Conseil d'Administration.

ITALFORTUNE INTERNATIONAL FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 8.735.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le 23 avril 1996 à 15.30 heures en l'immeuble de l'Indépendance à Luxembourg, 69, route d'Esch, Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises.
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des opérations au 31 décembre 1995; affectation des résultats.
3. Décharge à donner au conseil d'administration.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Les actionnaires au porteur désireux de participer à l'assemblée sont priés de déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'une des banques suivantes:

- BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., route d'Esch, 69, Luxembourg,
- BANCA SAN PAOLO DI BRESCIA, Corso Martiri della Libertà 13, Brescia,
- CREDITO ARTIGIANO, Piazza San Fedele 4, Milano,
- BANCA DI VALLE CAMONICA, Piazza Repubblica 2/4, Breno (Brescia),
- BANCA POPOLARE DI LODI, Via Cavour 40, Lodi,
- BANCA MERCANTILE ITALIANA, Piazza Davanzati 3, Firenze.

II (01324/584/24)

Le Conseil d'Administration.

S.F.A.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 6.142.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 24 avril 1996 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995; affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995;
4. Divers.

II (01333/005/16)

Le Conseil d'Administration.

AMITY INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 37.824.

All shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on 25th April, 1996 at 10.00 a.m. at «Immeuble l'Indépendance» of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Agenda:

- 1) Appointment of a new statutory auditor.
- 2) Miscellaneous.

Each shareholder present in person or by proxy is entitled to one vote in respect of each share of which he is the holder.

No quorum is required and the resolutions are taken by a simple majority of votes.

Bearer shareholders wishing to attend the meeting must deposit their shares at a bank and remit a certificate of deposit issued by BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., Luxembourg, to the registered office at least 48 hours before the meeting.

To attend the meeting by proxy, shareholders must submit forms of proxy, duly completed, so as to be received by the Company at the registered office no later than 48 hours before the time appointed for the meeting.

II (01347/006/22)

The Board of Directors.